

Utile (s).

LE MAGAZINE DES SOCIÉTAIRES
DE LA CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE

N°
03

LA PÉPITE

Jungle :
la ferme verticale
qui pousse à vue d'œil

GRAND TÉMOIN

Joseph
Oughourlian
**président du Racing
Club de Lens**

DOSSIER

L'économie
du sport :
performances
en tous genres





Erwan Konaté, champion du monde junior de saut en longueur

Né à Amiens, Erwan vient de fêter ses vingt ans. Étudiant à l'EM Lyon, il détient déjà un beau palmarès : champion de France cadet en 2020, médaillé de bronze aux championnats d'Europe juniors 2021, double champion du monde juniors en 2021 et 2022. La Caisse d'Épargne Hauts de France l'accompagne dans la durée, sur la route de Paris 2024.

100 % de nos décisions sont prises ici, en Hauts-de-France

La Caisse d'Épargne Hauts de France est une banque coopérative, 100 % régionale. Cette identité particulière, bâtie de longue date, nous positionne avec force sur notre territoire. Elle fait notre différence, notre ancrage et notre solidité. Elle forge notre fierté.

Placés en circuit court, nous prenons 100 % de nos décisions ici, en Hauts-de-France, tous les jours, en conjuguant éthique et performance économique.

Nous avons souhaité valoriser notre modèle exclusif par une prise de parole dans les médias de notre territoire.



Philippe Lamblin et Laurent Roubin

Cette communication nous permet d'affirmer par la preuve notre modèle coopératif et régional et de préciser notre « **Contrat d'Utilité** ». Celui-ci réunit l'ensemble des engagements concrets que nous prenons sur notre territoire, au service du développement économique, de la transition environnementale et des avancées sociales ; tout ce qui porte notre labellisation **B Corp**.

Vous pourrez découvrir cette campagne dans les pages à venir. Elle s'appuie sur des textes et des visuels qui nous ressemblent. Ils disent ce que nous sommes sincèrement, sobrement, en valorisant nos clients, nos collaborateurs, nos administrateurs et nos sociétaires.

Cette prise de parole poursuit l'affirmation de notre positionnement : « **Être utile, ici tous les jours, en étant plus qu'une banque** ». Une volonté commune mise à votre service et à celui de l'ensemble des acteurs de notre territoire et de sa vitalité. ●

PHILIPPE LAMBLIN

Président du Conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Hauts de France

LAURENT ROUBIN

Président du Directoire de la Caisse d'Épargne Hauts de France

“Placés en circuit court, nous prenons 100 % de nos décisions ici, en Hauts-de-France, tous les jours, en conjuguant éthique et performance économique.”



NUMÉRO 03

LE MAGAZINE DES SOCIÉTAIRES
DE LA CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE
612 rue de la Chaude Rivière, 59800 Lille
www.caisse-epargne.fr/hauts-de-france

PRINTEMPS 2023

Directeur de publication : Frédéric Crocchel

**Responsable éditorial et rédacteur
en chef :** Éric Capart

Comité de rédaction

Éric Capart, Frédéric Crocchel, Philippe Bailly,
Alcyme Delannoy, Cyril Bottagisi, Emmanuel
Caby

Ont participé à la conception

du magazine : Éric Capart, Frédéric Crocchel,
Emmanuel Caby, Nicolas Delnatte

Conception & réalisation : Caillé associés

Rédaction : Éric Capart, Frédéric Crocchel,
Caillé associés

Photographies : Groupe Lempereur, SIGH,
CEHDF, Vitamine T, Jungle, Charles Gravier,
Sia Habitat, Samuel Dhote, Barbara
Grossmann, Benoît Gombert, iStock 2023

Dépôt légal : juin 2023

N° ISSN : en cours

Made in Hauts-de-France :

Ce magazine est entièrement réalisé dans
les Hauts-de-France. L'agence est située à
Marcq-en-Barœul et l'imprimeur Nord Imprim
est basé 4 impasse, route de Godewaersvelde
59114 Steenvoorde

Pour recevoir la version numérique,
contactez-nous par mail à l'adresse suivante :
magazine-societaires@hdf.caisse-epargne.fr

Mentions légales

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts
de France - Banque coopérative régie par
les articles L.512-85 et suivants du Code
monétaire et financier - Société Anonyme
à Directoire et Conseil d'orientation
et de surveillance - Capital social de
1 000 000 000 € - Siège social 612 rue de
la Chaude Rivière, 59800 Lille - 383 000 692
RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z -
N° TVA Intracommunautaire FR34383000692
- Intermédiaire d'assurance, immatriculé à
l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire
de la carte professionnelle « Transaction
sur immeubles et fonds de commerce sans
perception de fonds, effets ou valeurs »
n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par
la CCI Grand Lille - garantie financière :
CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA
39999 92919 La Défense Cedex
Tous droits réservés - Pour tous les liens
figurant dans les articles du magazine, coût
de connexion selon votre opérateur.

Page 6 GRAND TÉMOIN



Joseph Oughourlian,
Président du Racing Club de Lens

“Je suis fier d’être Lensois”

Page 10 NOS ACTUALITÉS



- P10 . Rapprochement en vue pour Sia Habitat et SIGH
- P11 . Beau succès des Sports Agences
 - . Remise des lots du Grand Jeu Loisirs 2023 du Club des Sociétaires
- P12 . ShAKe : nouveaux locaux, nouveaux usages
- P13 . Une belle session des Cafés sociétaires
 - . Table ronde pour la Banque de l'Orme Nord-Ouest avec le Medef
- P14 . Du Stade vers l'emploi : recruter autrement, c'est possible !
- P15 . Découvrir la banque et ses métiers
 - . La Route du Louvre passe le cap de la majorité avec succès !
- P16 . Sia Habitat expérimente la brique de lin
- P17 . Indicateurs : la filière lin



Page 18

SUCCESS STORY



LEMPEREUR

D'une concession au groupe multimarques dédié à la mobilité

Page 24

DÉCRYPTAGE

Les achats 2022 des Français à la loupe

Page 26

AGIR

Vitamine T : un impact à 360°

Page 28

LA PÉPITE



Jungle : la ferme verticale qui pousse à vue d'œil

Page 30

DOSSIER

L'économie
du sport :
performances
en tous genres



Page 44

PLUS QU'UNE BANQUE



- P45 **+ solidaire** : La musique classique pour le plus grand nombre • Remise des prix du concours "Apprendre la bourse" • J'invite un banquier dans ma classe • Semaine de la solidarité : les collaborateurs se mobilisent • Des chambres froides pour les Restaurants du Coeur • Solidarité avec l'Ukraine • Un mur digital pour les enfants du Cresda • Soutien au bio incubateur d'Eurasanté
- P50 **+ green** : 100 % utiles à la transition environnementale
- P52 **+ sport** : Soutenir les sportifs

Page 54

VOUS ÊTRE UTILE

JOSEPH OUGHOURLIAN, président du Racing Club de Lens

« Plus qu'un club, le RCL est l'incarnation des valeurs positives d'une ville, d'une région »

Le Racing Club de Lens (RCL) occupe, de longue date, une place particulière au sein du football français, de son milieu et de ses représentations ; avec une sorte de "supplément d'âme" qui fait son identité. Joseph Oughourlian - son président depuis 2018 - est à l'image du club : simple, authentique et humain, inscrit dans la durée. Il se dit animé par la volonté de placer ce "monument culturel populaire" plus haut, plus fort. Rencontre avec un homme "tombé amoureux" du club. Toujours discret, il a accepté de s'ouvrir à nous avec humilité et sincérité.



Joseph Oughourlian, président du Racing Club de Lens lors de son interview à ShAKe, nouveau siège de la Caisse d'Epargne Hauts de France.

Joseph Oughourlian apparaît d'entrée comme très éloigné de l'image que l'on prête au milieu du football de haut niveau. Disponible - malgré un emploi du temps « hors du commun » -, chaleureux, spontané et sans calcul, il incarne avec authenticité le club qu'il préside depuis cinq ans. Un club qui occupe depuis toujours une place à part au sein du pays du ballon rond ; par sa personnalité, sa constance, la ferveur qu'il génère et la dimension affective qu'il porte, à l'échelle d'une ville, d'un territoire minier, d'une région et au-delà.

L'homme Oughourlian

Le plus étonnant est que rien ne prédestinait ce financier de 51 ans, « fils de ses parents, mari et père de trois enfants » aime-t-il à rappeler rapidement, à occuper le poste de pilotage de cet "OVNI" du foot français. Celui qui se définit "d'origine bigarrée" (de racine arménienne-libanaise, de mère anglaise, de grands-parents colombiens), nourri par les livres et la musique, s'affirme clairement de souche et de culture françaises, élevé dans le goût du travail et le sens des autres.



LES
CLÉS DU
SUCCÈS ?

Rigueur, humilité,
ambition, fierté et sens
du temps long.



« Je me sens très européen », précise-t-il « particulièrement sensible aux civilisations et tempéraments espagnols et italiens. Parce qu'ils sont ouverts, rayonnants et fondamentalement sympathiques, les gens du Nord me font souvent - paradoxalement - penser à cette culture latine ; notamment dans leur rapport aux autres. »

Le RC Lens se "présente" à lui en 2016, un peu par hasard, par l'intermédiaire des dirigeants de l'Atlético de Madrid. Le club végète alors en L2, en milieu de tableau, loin du titre et de la gloire de 1998. Il prend alors, via son fonds d'investissement Amber Capital (lire ci-contre) une participation au sein du capital du RCL. Son seul fait d'armes en la matière à l'époque : un humble investissement dans le club colombien de Bogota / Millonarios FC.

RCL : une marque, une culture, un territoire

« Clairement, ma mission est à l'époque de redresser la situation économique et financière du club, sûrement pas la gestion sportive ; autrement dit, faire mon métier. J'entreprends alors de remettre le club sur des bases saines. Un club qui perdait beaucoup d'argent et qui, au-delà, figé dans un passé glorieux, avait « perdu le Nord ». Les mesures fortes et difficiles prises rapidement - parce que la vitesse est clé en la matière - n'ont jamais été contestées, parce qu'elles étaient justes », rappelle-t-il.

À peine deux ans plus tard, dès 2018, il bascule plus complètement, en prenant 100 % du capital du club

AMBER CAPITAL, UN FONDS D'INVESTISSEMENT "IMPLIQUÉ"

Au sortir de ses études (Sciences-Po Paris, HEC), Joseph Oughourlian rejoint New York, pour « faire ses classes, avec l'envie de voir autre chose ». Il crée son fonds d'investissement - "Amber Capital" - avec déjà une certaine idée du rôle utile qu'il peut jouer. Depuis Wall Street, il vit la crise financière de 2008 de plein fouet. « Vivre les hauts et les bas est une excellente école. Elle apprend la vraie vie et à cerner la profondeur des hommes. »

En 2012, il migre à Londres, en harmonie avec une culture fondamentalement européenne. Son fonds Amber se déploie autour d'une conviction : celle de la finance utile. Autrement dit, la volonté de s'impliquer dans la gouvernance des entreprises au capital desquels il entre - à l'inverse de "fonds dormants" - pour peser efficacement et durablement sur la conduite et la construction de modèles économiques vertueux.

L'aventure du Racing Club de Lens s'inscrit étroitement dans cette conviction.

“Le moindre fait de jeu bouleverse les plans. L’incroyable magie du football repose sur le fait que l’on est sûr d’une chose : c’est que, jusqu’au bout, on n’est sûr de rien.”

et sa présidence. « J’avoue être très rapidement “tombé amoureux” du RCL ; une vraie passion. Je m’emploie alors, au-delà du pilotage économique, à bâtir un projet global, inscrit dans la durée, appuyé sur une transformation complète du modèle d’entreprise, la redéfinition et la réappropriation des valeurs et de la raison d’être de cette marque incroyable, de cette formidable aventure humaine. »

Ambition et humilité

Convaincu d’être dépositaire d’un véritable « monument populaire », constitutif de l’âme et de l’identité populaire d’une ville, d’un « Bassin », d’un département et d’une région, il se donne l’ambition de replacer le club « plus haut, plus fort, toujours avec rigueur, humilité et concentration. Et jamais sans prudence, parce qu’il ne faut pas oublier que l’on monte doucement et que l’on tombe très vite, et parce que l’on n’est jamais - surtout dans le football - à l’abri d’une contre-performance. Le moindre fait de jeu bouleverse les plans. L’incroyable magie du football repose sur le fait que l’on est sûr d’une chose : c’est que, jusqu’au bout, on n’est sûr de rien. »

Joseph Oughourlian est convaincu qu’à l’instar d’une entreprise, un club est un travail de groupe, un sport d’équipe. « Ma place centrale n’est pas dans le vestiaire, c’est le rôle de Franck (Haise, le coach - NDLR). Il l’occupe avec talent. » Il reste qu’il s’avoue ému par le « supplément d’âme » du RCL, « un club qui dit ce que

BIO EXPRESS

Diplômé de Sciences-Po Paris et HEC - marié, trois enfants

1972

- naissance à Paris

1996

- installation à New-York

2005

- création du fonds “Amber Capital”

2012

- installation à Londres

2015

- investissement dans le club colombien Millonarios Bogota

2016

- entrée au capital du RCL

2018

- détention de 100 % du capital et présidence du RCL

2021

- présidence du groupe de presse espagnol PRISA



nous représentons profondément, depuis longtemps. Les joueurs du club, dans leur diversité, s’avouent sensibles, touchés par cette histoire. Ils partagent la volonté de redonner de la fierté à ce territoire attachant. »

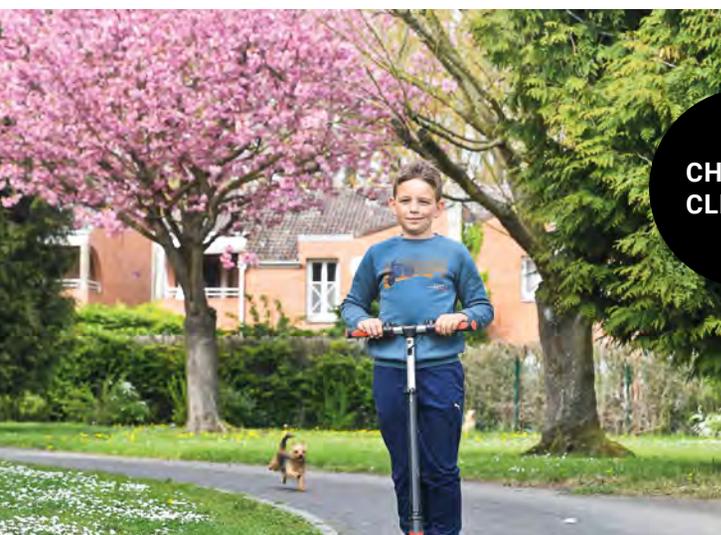
Laurent Roubin, président du Directoire de la Caisse d’Epargne Hauts de France, partenaire du club, témoigne de la proximité et des ressemblances entre la banque coopérative régionale et le Racing : « Le sens du temps long, l’attachement au territoire, le respect d’une histoire et d’un affect particulier, la volonté d’être utile, simplement, avec humilité et ambition... ; tout cela nous rapproche. Tout comme nous sommes plus qu’une banque, le Racing Club de Lens est plus qu’un club. » ●

Rapprochement en vue pour Sia Habitat et SIGH

La Caisse d'Épargne Hauts de France, Hainaut Immobilier SA et le Groupe Habitat en Région étudient un rapprochement des deux bailleurs sociaux Sia Habitat et SIGH (Société Immobilière Grand Hainaut). Ce projet s'inscrit dans un contexte particulièrement exigeant pour les opérateurs de logement social : inflation durable ; hausse des taux et des coûts impactant la construction et les investissements liés à la transition énergétique et environnementale ; innovation sociétale et immobilière ; raréfaction du foncier ; concurrence du secteur privé sur les compétences et expertises clés ; fragilisation des ménages les plus modestes, etc.

Le projet doit contribuer à consolider les moyens financiers et les savoir-faire des équipes des deux bailleurs sociaux, confortant ainsi leur modèle économique. Il leur permettra d'accroître leurs investissements et de simplifier leur présence sur le territoire, tout en maintenant l'ancrage historique sur l'Artois, les Flandres et le Hainaut. Il renforcera la proximité et l'accompagnement des habitants et facilitera le partenariat avec les territoires. ●

“Acteur de premier plan de la transformation énergétique et environnementale, le nouvel ensemble continuera d'être fidèle à l'ADN de solidarité porté par le logement social et auquel sont attachés ses actionnaires. Cet esprit de solidarité historique sera mis au service des jeunes, de leurs aînés et des populations les plus fragiles.”



CHIFFRES
CLÉS

71 000
logements

Le nouvel ensemble donnera naissance à un bailleur social attractif, créateur de valeur sur ses territoires, moteur de croissance et d'innovation, tant en termes de construction que de rénovation, avec un programme d'investissements de plus de **3,3 milliards d'euros** sur les dix prochaines années.

Beau succès des “Sports Agences”

80

“Sports Agences”
en 2023

Après le succès remporté en 2022 par les “Sports Agences”, la Caisse d'Épargne Hauts de France organise, en 2023 et toujours en partenariat avec Decathlon, d'avril à fin octobre, 80 “Sports Agences” sur tout le territoire régional. Une belle montée en puissance.

Un concept toujours très original : réunir clients, sociétaires, administrateurs et collaborateurs autour d'une activité sportive le samedi matin. Au programme : marche, course, fitness avec des séances encadrées par des coaches Train Me, filiale de Decathlon.

L'objectif : créer un lien de proximité différent, pour être au plus proche des préoccupations et des projets des clients. Et par la même occasion, encourager la pratique régulière d'activités physiques, essentielle pour préserver la santé et le bien-être.

Samedi 1^{er} avril, c'était le lancement de la Saison 2023 avec trois Sports Agences organisés à Amiens, Cambrai et Guise. Pour le Sport Agence d'Amiens Tour Perret, les participants ont eu la surprise et le plaisir de rencontrer et de courir avec quelques joueurs des Gothiques Amiens, notre club partenaire de hockey sur glace. ●

INTÉRESSÉS ?

**Renseignez-vous auprès
de votre agence.**



Remise des lots du Grand Jeu Loisirs 2023 du Club des Sociétaires

La Caisse d'Épargne Hauts de France et la Fédération Nationale des Caisses d'Épargne (FNCE) ont organisé le Grand jeu Loisirs 2023. Ouvert à tous les sociétaires adhérents du club, il permettait de tenter sa chance pour remporter, par tirage au sort, des e-cartes cadeaux. Sept ont été remises à des sociétaires chanceux, pour des valeurs de 50 à 600 euros. Plusieurs Grands Jeux sociétaires sont organisés chaque année sur le site du Club qui offre de multiples avantages et réductions auprès de nombreuses enseignes : www.cehdf.societaires.caisse-epargne.fr ●

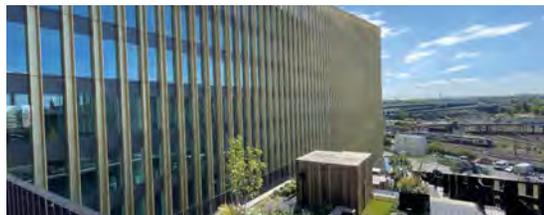


Remise de prix à l'agence de Fruges.

ShAKe : nouveau siège, nouveaux usages

Début mars, l'ensemble des équipes lilloises de la Caisse d'Épargne Hauts de France ont investi leur nouveau lieu de vie : l'immeuble ShAKe (pour Share & Work, partage et travail). Celui-ci se veut un lieu de travail et de rencontre. La preuve en images !

01



01 Outre le siège social de la banque, il abrite d'autres sociétés (PWC, Tisserin...), des espaces de services (co-working, une crèche, une salle de sport) et, à terme, un appart'hôtel, une cafétéria, un restaurant interentreprises et trois restaurants dont un panoramique avec vue imprenable sur Lille.

02

02 Évidemment construit selon les standards les plus élevés de performance énergétique, ShAKe est labellisé BREEAM Excellent. Cette certification est devenue le standard international le plus répandu pour évaluer l'impact environnemental d'un bâtiment pour une architecture plus écologique.

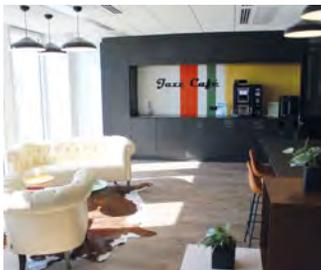


03



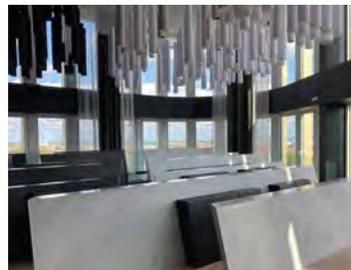
03 Au sein de ces espaces partagés, les collaborateurs sont invités à changer de poste régulièrement et à utiliser le bon espace pour la bonne activité : travail en équipe, concentration, réunion téléphonique... de nombreuses options sont proposées pour être à l'aise en fonction de son besoin.

04



04 Chaque étage dispose d'un espace café personnalisé, lieu de détente, d'échanges et de convivialité entre collègues.

05



05 Un amphithéâtre d'une cinquantaine de places est aménagé au dixième étage pour accueillir des événements internes et externes.

La belle session des Cafés sociétaires



Suite à l'expérimentation menée en 2022 et aux retours très positifs qui s'en sont suivis, de nouveaux Cafés sociétaires ont été organisés au sein de nos agences* sur tout le territoire. Les objectifs sont multiples : promouvoir notre modèle coopératif local et partager nos valeurs, impliquer les sociétaires dans les projets locaux, participer à l'ancrage territorial et faire connaître le fonctionnement des

agences. Le principe d'organisation est simple et efficace : une agence accueillante, accompagnée par des agences périphériques, invite des clients (particuliers, professionnels et entreprises) et des collaborateurs eux-mêmes nouveaux sociétaires autour d'un café/petit-déjeuner. Cela leur permet d'aller à la rencontre de leurs représentants, administrateurs de leur Société locale d'épargne, et collaborateurs (directeur d'agences et/ou de région commerciale, directeur de centre d'affaires, conseillers) à l'occasion de ce moment d'échange informel. Les retours des clients invités ont une nouvelle fois confirmé tout l'intérêt de ces rencontres et de ces expériences particulièrement positives. ●

* 24 agences organisatrices : Calais Paul Bert, Dunkerque Centre, Hazebrouck, Saint-Omer Foch, Boulogne-sur-Mer, Abbeville, Amiens Centre, Beauvais Centre, Creil Jaurès, Compiègne Grand Chemin, Chantilly, Chauny, Soissons, Saint-Saulve, Saint-Amand, Villeneuve d'Ascq Flers Bourg, Orchies, Hellemmes, Lille Nationale, Roubaix Grand Rue, Béthune Centre, Lens République, Carvin et Cambrai Râtelots.

Table ronde pour la Banque de l'Orme Nord-Ouest avec le Medef

Dans le cadre de son partenariat avec le Medef, la Caisse d'Épargne Hauts de France a organisé une table ronde dont le thème était :

“Les solutions d'accompagnement des entreprises en situation difficile”. Ou comment permettre aux entrepreneurs de poursuivre leur activité et de traverser les périodes de crise.

L'évènement s'est tenu en présence du président du Medef Yann Orpin, du président du Tribunal de commerce Lille Métropole Éric Feldmann, de Sabine Jean, directrice de la Banque de l'Orme Nord-Ouest, en collaboration avec l'association Ambition Hauts-de-France dont le vice-président Thomas Deschryver était également présent. La Banque de l'Orme Nord-Ouest accompagne les professionnels et les entreprises en difficulté

pendant la période de sauvegarde ou de redressement judiciaire, ou pendant le plan de continuation. ●





Du Stade vers l'emploi : recruter autrement, c'est possible !

Adieu CV, cravates et costumes, les candidats chaussent désormais leurs baskets ! C'est le principe du Stade vers l'emploi. De manière anonyme dans un premier temps, les candidats et recruteurs font équipe et pratiquent ensemble une activité physique afin de mieux se connaître. Les épreuves sont adaptées pour valoriser les compétences : esprit d'équipe, persévérance, capacité d'écoute...

Après un repas pris en commun, l'anonymat est levé, les recruteurs sont révélés, et l'après-midi est consacré à un job dating. Un moment également dédié à la présentation de la Caisse d'Épargne Hauts de France et à l'annonce des postes qui sont à pourvoir.

Ce concept de recrutement innovant permet de mettre en avant les compétences personnelles et collectives des demandeurs d'emplois au travers d'activités physiques et sportives, adaptées à tous.

En 2023, plus d'une vingtaine de dates sont prévues rien que sur le premier semestre. 60 % des participants aux 200 opérations déjà réalisées en France ont connu une sortie positive : emploi ou formation qualifiante. D'ici la fin 2024, 800 opérations seront organisées dans tout le pays. ●

11

CHIFFRE CLÉ

En 2022, la Caisse d'Épargne Hauts de France a participé, en partenariat avec Pôle Emploi et la Ligue Hauts-de-France d'Athlétisme, à onze stades vers l'emploi sur l'ensemble du territoire.

Découvrir la banque et ses métiers

L'association Éducation Jeunesse Aisne propose différentes activités aux jeunes, dont des temps pédagogiques et informatifs. Ainsi, une vingtaine de jeunes réunis dans notre site amiénois ont bénéficié d'une présentation du milieu bancaire et de nos métiers. Quatre collaborateurs, chacun sur son métier, ainsi que nos correspondantes régionales de l'association Finances & Pédagogie ont partagé leurs connaissances et expériences professionnelles.



Finances & Pédagogie est une association qui réalise des actions de sensibilisation et de formation sur le thème de l'argent dans la vie, auprès de tout public, jeunes et adultes, à la demande d'acteurs de l'économie sociale et solidaire. L'association réalise également

des actions de formation professionnelle en direction des salariés d'entreprises publiques et privées. Les programmes d'actions et les supports pédagogiques de Finances & Pédagogie sont développés grâce au soutien financier des Caisses d'Épargne dans le cadre de leur engagement sociétal. ●

En savoir + : www.finances-pedagogie.fr

La Route du Louvre passe le cap de la majorité avec succès !

Bravo à tous les participants de la 18^e édition de la Route du Louvre ! Près de 13 000 inscrits aux différentes épreuves et courses et, parmi eux, les clients, sociétaires, administrateurs et collaborateurs de la Caisse d'Épargne Hauts de France et de Sia Habitat. Un point d'arrivée unique pour cette belle et conviviale fête du sport et de la culture : le magnifique musée du Louvre-Lens où ont convergé l'ensemble des participants, coureurs, randonneurs, "traileurs", qui ont pu visiter s'ils le souhaitaient le musée. L'association entre le sport et la culture fonctionne toujours à merveille... ●



Sia Habitat expérimente la brique de lin

Soucieux de décarboner ses chantiers de rénovation et de construction, Sia Habitat cherche des solutions du côté des matériaux biosourcés. Dernière trouvaille : la brique de lin, matériau régional s'il en est.



Dans le cadre de l'ERBM (Engagement pour le renouveau du bassin minier) et de la rénovation de 252 logements de la Cité de la Croisette à Méricourt, le bailleur social Sia Habitat, filiale de la Caisse d'Epargne Hauts de France, expérimente actuellement la brique de lin. Cette plante qui déploie de charmantes fleurs bleues en juin, était jusqu'alors valorisée essentiellement dans le textile. Or, les anas de lin (fragments de paille récupérés lors du teillage) ont un fort pouvoir isolant. « Commercialisée sous le nom de Bâtilin, la brique de lin conserve la chaleur l'hiver et la fraîcheur l'été, elle régule naturellement le taux d'humidité, isole des bruits extérieurs, et elle est produite dans la région par L.A Linière, une coopérative de teillage de lin » explique Jimmy Dufrier, responsable d'opérations réhabilitation chez Sia Habitat.

Un an de tests

Deux logements du chantier, qui vient de s'achever, ont ainsi été isolés avec ce nouveau matériau. Il s'agit d'une première. « Nous voulions tester un isolant qui n'avait jamais été expérimenté dans le cadre d'une rénovation ». Associés au projet, les locataires feront l'objet d'un suivi particulier pendant toute cette

année 2023. « Nous travaillons avec l'Université d'Artois pour mesurer la qualité de l'air intérieur, les consommations d'énergie ou encore l'hygrométrie. Si l'expérience se révèle concluante, ce chantier-test nous permettra d'obtenir des certifications » indique Jimmy Dufrier. Pour l'heure, le surcoût des travaux a été évalué à 42 000 euros, soit 21 000 euros par logement. « Mais c'est une approximation, nous sommes en train de préparer une étude économique plus fine pour connaître le surcoût exact ». Pour Sia Habitat, l'objectif est bien d'utiliser la brique de lin à plus grande échelle pour limiter au maximum son impact environnemental, mais aussi participer au développement et à la structuration d'une nouvelle filière en production locale. ●

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les anas représentent environ

50 %

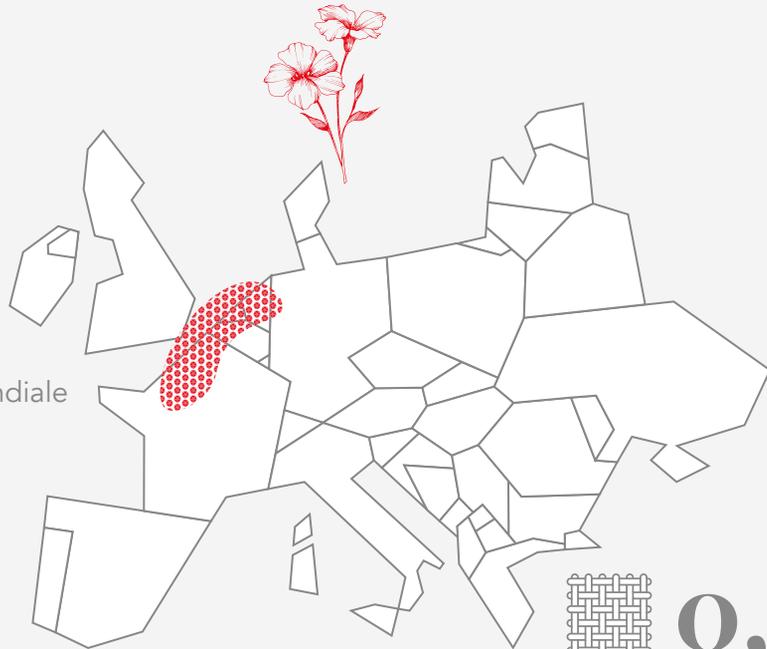
de l'ensemble de la plante de lin. Jusqu'alors, ils étaient très peu valorisés.

Indicateurs

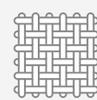
La filière lin

80 %

de la production mondiale de lin se situe entre Amsterdam et Caen



Plus de 100 000 hectares



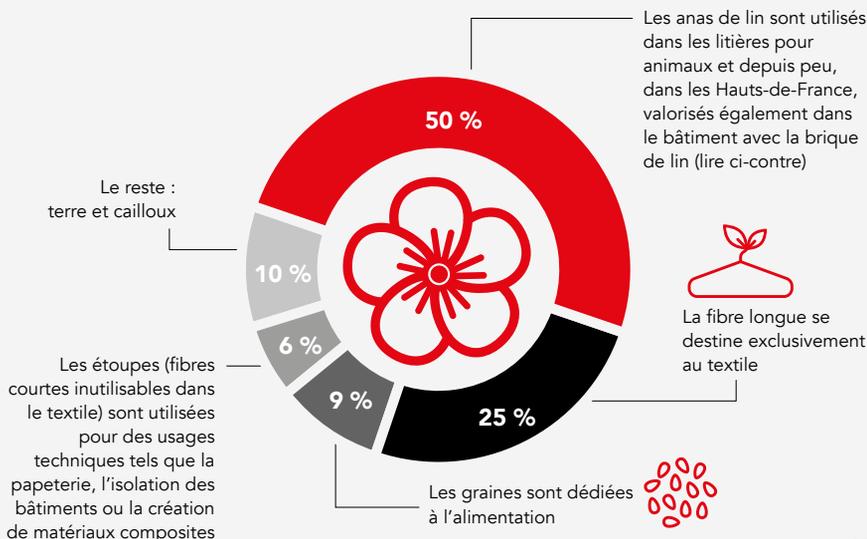
0,4 %

pois du lin dans les fibres textiles mondiales

de lin plantés en France, leader mondial, dont près d'un tiers dans les Hauts-de-France, deuxième région française de production après la Normandie

Les utilisations du lin

(en pourcentage de la masse totale récoltée)



L.A. LINIÈRE À BOURBOURG

70
personnes salariées

450
producteurs adhérents

6 000
hectares cultivés

Sources : L.A. Linière

GRUPE LEMPEREUR

D'une concession au groupe multimarques dédié à la mobilité

Peut-être êtes-vous déjà allé fureter dans l'une de ses concessions à la recherche du véhicule de vos rêves, neuf ou d'occasion. Depuis 35 ans, le groupe Lempereur représente de nombreuses marques auto et moto aux quatre coins de la région des Hauts-de-France. En pleine expansion, le groupe ouvrira au printemps prochain le Moto Valley, un village près d'Arras dédié à la moto. Retour sur un fleuron régional bâti par un autodidacte, qui prouve qu'à partir d'un peu d'audace, on peut construire beaucoup.

Tout commence par une petite annonce affichée dans *l'Argus de l'Automobile*, qui recherche un nouveau concessionnaire Opel à Courrières (62). Jean-Paul Lempereur, alors vendeur dans l'automobile, décide de se lancer. En 1987, il ouvre Valauto-Opel. Il n'a que quelques employés, beaucoup d'idées et ne compte pas ses heures. Rapidement, les affaires prospèrent. Il faut dire que la marque allemande Opel est réputée dans la région pour ses grandes voitures accessibles et familiales. D'autres concessions apparaissent à Lens, Béthune, Liévin...

De la marque Opel au multimarques

En 2002, coup de théâtre : le Parlement européen amende le projet du commissaire à la concurrence, Mario Monti. Désormais, les concessionnaires monomarques sont autorisés à proposer des véhicules de marques différentes. Encore une fois, Jean-Paul Lempereur se lance : il fait entrer dans ses concessions des marques, comme Hyundai, BMW/Mini, Volvo, Alfa Romeo, Nissan, Fiat, Jeep, Abarth, Seat, Cupra, Mazda, Piaggio... Sur sa lancée, il ouvre, en 2012, le complexe automobile de Beaurains (62) et, en 2017, la Cité de l'Automobile de Douai (59). Encore aujourd'hui, sa gamme ne cesse de s'étoffer avec de nouvelles marques, comme les asiatiques dédiées aux modèles électriques.

Un futur centre axé sur la moto

Arrive l'année 2020. Pour le groupe Lempereur, ce n'est pas que celle de la Covid, c'est aussi celle de l'entrée dans une nouvelle ère. Dans un siège flambant neuf, la holding Groupe Lempereur s'installe à Dechy : elle réunit sur un même site le pôle décisionnaire du groupe, comme sa direction financière, sa direction des achats et du marketing ou encore son centre d'appels. La même année, Maxence Lempereur succède à son père comme directeur général. Lui, qui est tombé dans le monde automobile quand il était petit, a déjà fait ses armes dans le groupe, en tant qu'assistant, vendeur, chauffeur, livreur, chef des ventes, directeur de concession... Main dans la main avec son père, il entend bien mener le groupe Lempereur dans le monde de la mobilité de demain.

En effet, le groupe Lempereur a toujours un coup d'avance et ne s'arrête pas à la distribution et à la réparation d'automobiles. Déjà, il était précurseur en lançant sa station de lavage ou son propre centre d'appels. Dernièrement, il a créé son propre service de financement, le groupe Lempereur Finance. Avec des formules packagées et clé en main, il entend bien rendre accessible la voiture au plus grand nombre. Quant aux professionnels, un business center leur est dédié avec des solutions de véhicules et surtout un seul et unique interlocuteur.



01



02

361

M€ de chiffre d'affaires
(2022)

37

concessions

1 700

voitures vendues par an

CHIFFRES
CLÉS



03

01 L'audacieux défi d'un autodidacte

En 1987, Jean-Paul Lempereur ouvre sa première concession Valauto-Opel à Courrières (62). Aujourd'hui, le groupe Lempereur en compte 37 dans les Hauts-de-France.

02 Une fierté d'appartenance à la région des Hauts-de-France

Depuis novembre 2020, le siège social du groupe Lempereur est installé à Dechy (59) et regroupe 45 collaborateurs dont un centre d'appels.

03 Un groupe familial de notoriété régionale

Le groupe Lempereur est impliqué dans la vie régionale et soutient en tant que partenaire le Racing Club de Lens, le Basket Club Maritime de Gravelines Dunkerque Grand Littoral et d'autres associations locales.

04



05



06

Et, face aux nouveaux défis du secteur automobile, le groupe Lempereur sait se renouveler. Le prochain rendez-vous est l'ouverture au printemps 2023 de Moto Valley à Sainte-Catherine (62). Ce lieu sera entièrement dédié à la moto et aux différentes solutions de mobilités de demain : voitures électriques, vélos, camping-cars, trottinettes...

Garder son esprit commerçant

« Pendant longtemps, le groupe Lempereur a été monomarque, puis multimarques. Demain, il sera multisolutions, confie Maxence Lempereur, directeur général du groupe. Malgré la taille de notre groupe, nous souhaitons garder notre esprit commerçant. Le client n'est pas qu'un client, c'est cela qui fait notre force depuis 35 ans ». En effet, il n'y a pas que dans

les produits automobiles qu'il y a du changement, le métier de vendeur est aussi en pleine mutation. Avec l'arrivée du digital, ce dernier n'apporte pas aux clients qu'une connaissance technique, il fournit aussi des solutions de financement, des conseils, un accompagnement concret... Jean-Paul et Maxence Lempereur l'ont bien compris : « en interne, nous bousculons nos plans et nos attentes. Prêts à répondre aux défis de notre métier de demain, nous soutenons et accompagnons nos collaborateurs via un pacte de confiance et de performance. Le réflexe Lempereur ? Trouver la solution pour chaque client tout en créant avec lui une relation privilégiée. » À cette vitesse, le groupe Lempereur a encore une longue route devant lui. ●

En savoir + : www.groupe-lempereur.com



07

CHIFFRES
CLÉS

650

collaborateurs

21 000

m² dédiés au Village Moto Valley

15

marques auto et 14 marques moto

08



04 Le concessionnaire multi marques qui voit grand

D'une marque à quinze marques, le Groupe Lempereur ne cesse de se développer au fil des années. Il propose aux particuliers comme aux entreprises des véhicules neufs ou d'occasion.

05 Des équipes formées pour mettre le client au cœur des priorités

Depuis 35 ans, le groupe Lempereur place la relation client au cœur de ses priorités et s'engage à accompagner ses collaborateurs dans les nouveaux défis du métier de vendeur.

06 Un village unique dédié aux motos (et bien plus encore)

Au printemps 2023, le groupe Lempereur ouvre son Moto Valley, un village entièrement dédié à la moto à Sainte-Catherine (62).

07 Le pop-up store automobile du groupe Lempereur

Ouvert en 2019, le pop-up store automobile de la galerie marchande d'Auchan Noyelles-Godault (62) est un bel exemple de l'offre multimarques du groupe.

08 Une ouverture vers toutes les mobilités

Face aux nouveaux défis du monde de l'automobile, le groupe Lempereur compte tirer son épingle du jeu en devenant une solution pour toutes les mobilités.



C'EST LUI
QUI EN
PARLE LE
MIEUX

“Le monde change tellement vite. L’erreur serait d’oublier d’apprendre !”

JEAN-PAUL LEMPEREUR

Président du groupe Lempereur, chargé du développement

plus dans le rationnel que dans l’émotionnel ». Bien sûr, il a traversé des crises, mais toujours sans paniquer : « je dis souvent qu’il ne faut jamais crier avant d’avoir mal. J’ai su me poser, analyser, écouter. En travaillant dans le consensus, on se sent moins seul. Et puis, j’ai continué d’apprendre : je suis allé voir ce qui se faisait du côté du monde de la distribution aux États-Unis, je suis revenu avec des idées, j’ai testé. Le monde change tellement vite, l’erreur serait d’oublier d’apprendre. »

Jean-Paul Lempereur est de ces autodidactes comme on n’en fait plus. Parti de rien, il a fondé le fleuron régional qui porte son nom : le groupe Lempereur. « Chez Lempereur, nous cultivons la fierté d’appartenance à notre nom et à notre région », affirme-t-il. Celui qui a décidé dans les années 2000 « de devenir multimarques et de se développer dans les Hauts-de-France plutôt que de conquérir la France » l’avoue : « J’ai foncé plus vite que les autres. À l’époque, on se disait : “c’est compliqué, mais on va y arriver”. Quand j’ai récupéré le site de Douai, c’était un champ de patates. Aujourd’hui, c’est l’une des plus grandes cités de l’automobile. »

Néanmoins, il ne sait pas si cela pourrait encore être possible aujourd’hui. « De nos jours, nous sommes contraints d’être

Des clés du succès, Jean-Paul Lempereur n’en a pas qu’une. Pour lui, fédérer, oser et structurer sont ses trois mots directeurs. « Dès le début, j’ai su réunir une équipe autour de moi, j’ai su donner envie aux gens de me suivre dans mon projet avec le goût de la réussite et aussi un vrai plan de carrière. Et puis, j’ai osé et fait beaucoup de paris gagnants : j’ai eu la chance d’avoir toujours un coup d’avance sur les autres. Finalement, face à une telle montée en puissance, j’ai su structurer les investissements et renforcer notre notoriété. » Aujourd’hui en charge de la croissance et du développement du groupe, il confie : « nous allons encore grandir. La force du groupe, c’est notre réactivité ! » ●

Professionnels

Avec nous, prenez un bon départ.
Et profitez de nos conseils pour performer.

CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE



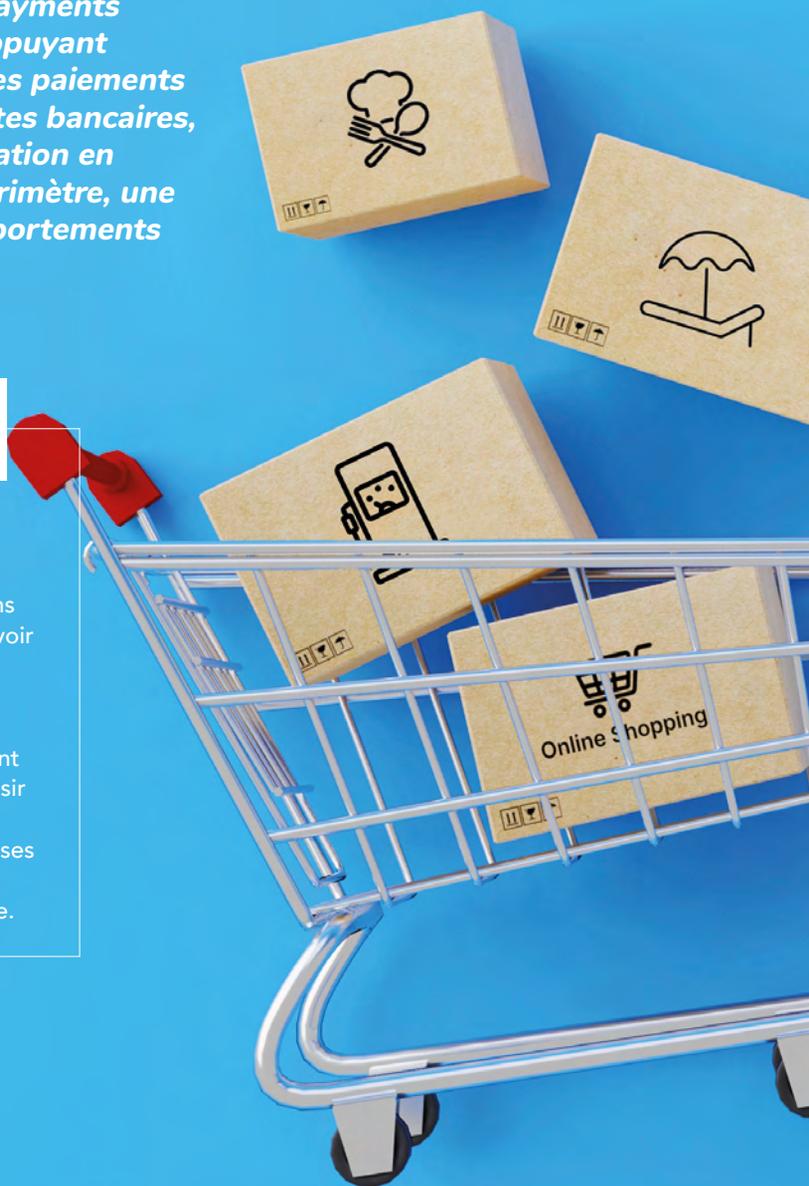
Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 612 rue de la Chaude Rivière 59800 Lille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 2 N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - garantie financière : CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA 39999 92919 La Défense Cedex. Conception Affaires Directes - Février 2023. Photographie retouchée - Crédits photos : Istockphoto

Les achats 2022 des Français à la loupe

Comment évoluent les comportements d'achat des Français, notamment face à une succession de crises inédites ? La première édition annuelle du Baromètre BPCE Digital & Payments répond à cette question, en s'appuyant sur les données anonymisées des paiements de plus de vingt millions de cartes bancaires, soit une carte sur cinq en circulation en France. Il offre ainsi, par son périmètre, une perspective unique sur les comportements d'achat des Français.

ARBITRAGES FACE À LA RÉDUCTION DU POUVOIR D'ACHAT

Parmi les enseignements majeurs du Baromètre : les Français adaptent leur budget. Forcés d'allouer une part croissante de leurs dépenses sur certains postes face à la diminution de leur pouvoir d'achat et à l'inflation (+ 29 % sur les carburants en 2022), nos concitoyens sont contraints de se restreindre sur d'autres (alimentaire - 9 %). Ils continuent néanmoins de s'autoriser les achats plaisir avec par exemple + 44 % de dépenses dans les restaurants, + 154 % de dépenses dans les agences de voyage, ou encore + 15 % de dépenses dans la cosmétique.





LE DIGITAL SE RENFORCE CHEZ LES JEUNES

L'ascension du e-commerce avait bénéficié d'un effet booster en 2020 et 2021 avec un bond de 36 % en deux ans. Les effets de la crise sanitaire se sont estompés en 2022. Ainsi, le commerce en ligne n'affiche plus "que" 10 % de croissance sur l'année passée. Pour autant, la digitalisation se poursuit, notamment chez les moins de 35 ans qui réalisent 34 % de leurs achats en ligne. Le digital a renforcé sa position de terrain naturel chez les jeunes générations, que ce soit pour acheter malin ou pour se changer les idées.

CONSOMMATION RESPONSABLE : ENTRE FIN DE MOIS ET FIN DU MONDE

La consommation responsable (seconde main, bio, commerce équitable, etc.) ralentit, à l'exception des dons. En effet, la générosité des Français s'est exprimée par une hausse de 21 % entre 2021 et 2022 qui s'explique par un afflux exceptionnel de dons au mois de mars 2022, en réponse aux appels d'ONG à la solidarité avec l'Ukraine. Sur d'autres secteurs de la consommation responsable, les signaux sont plus ambigus. Le recul le plus net est celui des enseignes alimentaires bio qui affichent - 10 % en 2022 et efface ainsi presque totalement la croissance observée depuis 2019. Coup de froid aussi pour l'économie de la seconde main qui affiche deux fois moins de croissance que l'année dernière. Néanmoins, la progression de cette catégorie reste impressionnante depuis 2019 (+ 183 %) et la sous-catégorie de la seconde main vestimentaire reste dynamique (+ 15 %).



+15 %

de hausse des
ventes de vêtements
d'occasion en 2022

DES PAIEMENTS TOUJOURS PLUS DÉMATÉRIALISÉS

En hausse de 12 %, les dépenses par carte bancaire des Français ont progressé en 2022 presque au même rythme qu'en 2021, en contraste avec 2020 qui était une année blanche, crise sanitaire oblige. Le déclin se poursuit quant à lui pour le cash qui semble ne pas s'être relevé de la chute enregistrée au moment de la pandémie. Le nombre de paiements sans contact poursuit sa hausse avec un rythme de croissance soutenu (+ 23 % par an). Les réticences initiales des Français sont désormais largement levées. En 2022, le sans-contact représente plus d'un paiement de proximité sur deux. Le paiement mobile s'affirme comme le prochain blockbuster. Pour preuve, les montants payés grâce au mobile ont plus que doublé depuis 2021 et ont été multipliés par 12 depuis 2019.

Vitamine T : un impact à 360° depuis plus de 40 ans

100 000. C'est le nombre de personnes accompagnées vers un emploi durable par Vitamine T depuis sa création à la fin des années 1970.

116 millions, c'est son chiffre d'affaires en 2022. Premier groupe français d'entreprises inclusives, Vitamine T œuvre depuis plus de quarante ans à réconcilier efficacité économique et intérêt général.

Lorsqu'il regarde dans le rétroviseur, André Dupon, président du groupe Vitamine T, se satisfait d'avoir remis le pied à l'étrier à autant de personnes exclues du système, et d'avoir participé à faire de l'inclusion un enjeu de société majeur. Néanmoins, il ne peut s'empêcher de s'étonner de l'ampleur actuelle du groupe. « Rien n'était calculé ! Nos initiatives sont nées chemin faisant. Tout a commencé à la fin des années 1970. Avec Pierre de Saintignon et une poignée d'éducateurs de la Sauvegarde du Nord (association de protection à l'enfance), nous avons vécu de plein fouet l'arrivée du chômage. Nous accompagnions des jeunes cabossés par la vie. Jusqu'alors, nous arrivions assez facilement à leur trouver des petits boulots, mais ils ont été les premiers à être écartés du banquet de l'emploi. Avec Pierre, nous sommes allés frapper aux portes des grands patrons du Nord tels que René Dutilleul (Rabot Dutilleul) ou encore Éric Derville (Norauto) pour qu'ils puissent nous aider. Voilà comment sont nées nos premières activités d'insertion », se souvient-il.

Une croissance rapide

Les éducateurs deviennent alors, petit à petit, des entrepreneurs sociaux. Ils développent une activité d'insertion dans le bâtiment, une deuxième, puis une autre dans le nettoyage. Vitamine T se structure, croît sur les ruines du chômage et devient rapidement un acteur majeur de l'insertion par l'emploi. Le groupe est aujourd'hui à la tête de trente filiales réparties au sein de quatre pôles d'activités (Service, Alimentation saine et durable, Solution RH, Recyclage et industrie). Il emploie 1 634 salariés permanents et a accompagné vers



Pionnière de la filière en 2006, Envie 2E nord est une plateforme de recyclage des Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

UNE GOUVERNANCE DÉSINTÉRESSÉE

En 2021, afin de sanctuariser son objet social, l'association Vitamine T, actionnaire unique de la SAS Groupe Vitamine T, se transforme en fonds de dotation, intitulé Fonds Actionnaire Vitamine T. Jean-François Dutilleul, ancien président du groupe Rabot Dutilleul en est le président du conseil d'administration. Tous les administrateurs sont bénévoles.



Vitaservices est un expert, depuis plus de 20 ans, de la propreté, des espaces verts, des prestations multiservices et multitechniques.



Meubles & Palettes propose du mobilier upcyclé à partir de palettes tout en remettant à l'emploi des femmes et des hommes en difficulté et les formant au métier de la menuiserie.

l'emploi, rien qu'en 2022, 7 515 personnes. Au fil des années, les leviers d'action de Vitamine T se sont multipliés : (re)mise à l'emploi dans ses entreprises inclusives et la vente de biens et de services, formations adaptées aux publics et connectées aux métiers qui recrutent, programmes d'accompagnement innovants et personnalisés. « Lorsque nous entamons l'accompagnement d'une personne, nous prenons en compte ce qu'elle est, et toutes les problématiques qui peuvent freiner son employabilité : problèmes psychologiques, financiers, sociaux ou encore de santé. Nous n'avons aucun jugement de valeur. Personne n'est au bout de son histoire. Si on veut être exigeant, et nous le sommes, il faut d'abord être bienveillant », explique André Dupon.

L'économie ET le social

Les entreprises de Vitamine T ont toutes en commun de cultiver tant leur mission d'inclusion que la performance. « Nos activités fonctionnent dans les conditions réelles du marché. Elles sont innovantes, efficaces et ancrées dans l'économie locale. Pour être socialement profitable il faut être économiquement soutenable », témoigne André Dupon. La force du groupe ? « Le nez ! » s'amuse le Président. En lien permanent avec le terrain, Vitamine T a senti les domaines d'activités porteurs. Il y a un peu plus de quinze ans, par exemple, le groupe a très largement investi dans l'économie circulaire. En 2005, l'usine Thomson à Lesquin fermait ses portes et laissait sur le carreau 130 ouvriers. Vitamine T a fait le pari de tous les reprendre, a installé le siège du groupe sur le site, et développé des activités de recyclage de déchets électroniques, d'ameublement, etc. « Ces

entreprises dégagent aujourd'hui de très bons résultats, elles représentent 35 % de notre chiffre d'affaires et permettent de soutenir des activités moins rentables absolument indispensables. »

Le profil des personnes accompagnées par Vitamine T a beaucoup évolué au fil des années. « Les jeunes des quartiers prioritaires sont toujours massivement touchés par le chômage mais désormais nous accompagnons aussi beaucoup de mères célibataires ou encore de séniors. » Derrière ces belles réussites entrepreneuriales se cache une obsession qui n'a pas bougé d'un iota depuis la naissance de ce groupe vitaminé : l'impact social, auquel on peut désormais ajouter, l'impact environnemental. ●



“Aux prémices de l'aventure, nous avons installé des kiosques sur la Grand Place de Lille. Les jeunes que nous accompagnions offraient des jus d'orange pour attirer les curieux et distribuait en même temps leur CV... D'où le nom Vitamine T : Vitamine pour doper nos forces et T pour Travail !”

ANDRÉ DUPON,
président du groupe Vitamine T



Gilles Dreyfus,
President
& co-founder chez Jungle



Nicolas Séguy,
Managing Director
& co-founder chez Jungle

Jungle : la ferme verticale qui pousse à vue d'œil

Fondée en 2016 à Lisbonne par deux Français, Gilles Dreyfus et Nicolas Séguy, Jungle a ouvert en 2019 sa première ferme maraîchère verticale à Château-Thierry dans l'Aisne. Objectif : faire pousser des plantes hors sol, sans pesticides et avec très peu d'eau.



CHIFFRES CLÉS

Les plantes de Jungle sont présentes dans plus de

500

magasins de plusieurs enseignes

La start-up propose

12 variétés alimentaires et 7 autres destinées au parfum et à la cosmétique (30 % de l'activité)

15 à 20

tonnes de plantes produites chaque année

Les plantes produites dans la ferme de Château-Thierry réclament

98 %

d'eau en moins que dans l'agriculture traditionnelle

“La consommation énergétique nécessaire pour produire un kilo de biomasse chez Jungle est plus avantageuse que sous serre, sans oublier que Jungle consomme beaucoup moins d’eau que l’agriculture traditionnelle et sert le marché français”

De l’extérieur, c’est un bâtiment comme les autres près de Château-Thierry, à deux pas de l’autoroute A4. À l’intérieur, l’atmosphère est futuriste : sur 12 m de haut et 3 600 m², de larges tiroirs où des plantes poussent sous des rangées de leds, les pieds dans un substrat maison, irrigués par un système qui recycle continuellement l’eau utilisée, réinjectée ensuite dans le système automatisé et robotisé.

De la science-fiction ? Pas depuis plusieurs années. Testée au Portugal dès 2016, la ferme verticale de la start-up Jungle a posé ses valises dans l’Aisne en 2019. Objectif : « proposer des produits moins chers que le bio au même prix ou presque que l’agriculture conventionnelle » explique Nicolas Séguy, co-fondateur et directeur général de l’entreprise, convaincu que l’agriculture en environnement contrôlé sera indispensable pour affronter les effets du dérèglement climatique. « Déficit ou excès de pluie, orages, parasites... Ici, on peut protéger les cultures des aléas et des agressions qu’elles affrontent en plein champ », explique le dirigeant. Avec des rendements d’autant plus intéressants : là où un agriculteur traditionnel peut par exemple compter sur trois ou quatre récoltes de basilic par an, Jungle en réalise quatorze. Persil, ciboulette, fleurs... Dans l’Aisne, Jungle fournit déjà de grandes enseignes alimentaires mais aussi des parfumeurs et des cosméticiens – une vingtaine de références en tout, cultivées par une intelligence artificielle assistée et contrôlée par une trentaine de salariés. Avec quel impact ? « La consommation énergétique nécessaire pour produire un kilo de biomasse chez Jungle est plus avantageuse que sous serre, sans oublier que Jungle consomme beaucoup moins d’eau que l’agriculture traditionnelle et sert le marché français », explique Nicolas Séguy. Le fruit d’un patient travail de R&D, mené en partenariat avec le monde de l’enseignement supérieur.

L'ACCOMPAGNEMENT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE

Partenaire principal du premier pool bancaire qui a choisi d'accompagner Jungle, la Caisse d'Épargne est un partenaire majeur de l'entreprise, souligne Nicolas Séguy : « Que des banques encouragent des start-up comme la nôtre au stade où elles ne sont pas encore rentables est encore assez rare. La présence de la Caisse d'Épargne Hauts de France marque le début d'une étape dans un développement qui ne repose plus seulement sur les capitaux risqués mais aussi sur des banques traditionnelles. »



L’entreprise, qui projette de réaliser 1,6 million d’euros de chiffre d’affaires en 2023, a multiplié ses capacités de production par dix et ses rendements au mètre carré par deux depuis son arrivée en France. Sans véritable concurrent, l’avenir est au beau fixe : « nous avons trois objectifs : le développement de notre propre logiciel d’assistance à l’exploitation des fermes verticales, une montée en puissance dans la beauté et le bien-être, et la première vente d’une installation pour compte de tiers chez un de nos clients ». Jamais la notion de jeune pousse n’aura semblé si pertinente. ●

ÉCONOMIE DU SPORT

Performances en tous genres

L'Hexagone n'a jamais autant parlé de sport. Au sortir d'un mondial de football au Qatar réussi, la France du sport s'apprête à accueillir à l'automne la Coupe du monde de rugby, au lendemain du Tour de France, puis les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024, évènements phares par excellence. Mais comme au théâtre, ce qui se passe sur scène n'est que la partie émergée de l'iceberg et les performances des athlètes masquent une autre réalité : celle du sport de l'ombre, de la pratique de tous les jours. Que pèse aujourd'hui le secteur sportif dans l'économie du pays ? Que recouvre-t-il ? Combien de salariés vivent de la filière, directement ou indirectement ? Au-delà des titres et des médailles, comment le sport français se porte-t-il ?



Marlone et Kimie Alvarez, virtuoses du break-dance, accompagnés par la Caisse d'Épargne Hauts de France sur le chemin de Paris 2024.



De quoi parle-t-on quand on parle d'économie du sport ? Simple en apparence, la question est au cœur de la dernière édition de l'étude de l'Observatoire sur l'économie du sport publiée par le groupe BPCE. « Définir le tissu productif du sport n'est pas si simple », explique Julien Laugier, économiste au sein de notre groupe bancaire coopératif et co-auteur du rapport piloté par Alain Tourdjman, directeur des études et de la prospective du groupe. « La définition de l'INSEE permet certes de mesurer le chiffre d'affaires des entreprises directement lié à la pratique sportive, comme l'enseignement, les salles ou la gestion des infrastructures, mais elle ne prend pas en compte l'activité d'une série d'acteurs qui gravitent autour de la pratique sportive stricto sensu comme la vente ou la location d'articles de sport, les paris sportifs ou des médias spécialisés comme l'Équipe. Dans notre étude, nous avons choisi une définition plus large, plus représentative de la réalité du secteur. »

Un poids considérable

Sous cet éclairage neuf, le constat est clair : « avec 64 milliards d'euros, la filière pèse un poids considérable dans l'économie française et représente 2,6 % du PIB, soit l'équivalent du secteur de l'hôtellerie-restauration », pointe Julien Laugier. Avec 53 milliards d'euros, c'est la consommation des ménages qui se taille la part du lion dans ce volume considérable, un chiffre obtenu en ajoutant les dépenses directes et indirectes. Alors que les premières englobent l'achat d'articles de sport, la billetterie ou les abonnements à la salle de sport du quartier, les secondes prennent en compte un ensemble de pratiques presque invisibles, comme le sport scolaire ou la pratique libre dans les équipements publics - le stade communal, pour simplifier. Encore l'approche purement économique a-t-elle ses limites pour mesurer la véritable valeur du secteur, insiste Julien Laugier : « en jouant sur la santé publique ou sur la cohésion sociale, le sport a des externalités positives qui échappent à l'analyse purement comptable ».



LE SPORT
EN FRANCE :
QUELQUES
REPÈRES

En 2021, le poids du sport représentait 2,6 % du PIB, soit

64 milliards d'euros.

Cette proportion en fait un secteur équivalent à celui de l'hôtellerie-restauration.

Sur les 128 000 entreprises de la filière, 101 000 n'emploient qu'une seule personne. 51 des 71 milliards d'euros générés par la filière proviennent de 3 500 PME, ETI et grandes entreprises.

22 %

Pandémie oblige, le nombre de titulaires d'une licence sportive en France a reculé de 22 % entre 2019 et 2021. Début 2022, la France comptait 14,4 millions de licenciés, dont 38,5 % de femmes seulement (voir ci-contre).

Les collectivités territoriales sont le premier financeur public du sport avec **12,5 milliards** d'euros investis chaque année : équipements, soutien aux associations, compétitions, sport scolaire...

La France compte 365 000 associations sportives, dont 210 à 220 000 véritablement actives.

Sources : Étude de l'Observatoire sur l'économie du sport (Groupe BPCE), disponible à cette adresse : https://groupebpce.com/le-groupe-et-le-sport/acteur-de-l-economie-du-sport/notre-etude-sur-la-filiere-sport/bpce_observatoire_economiedusport_2023
- Ministère des sports

Les collectivités territoriales en première ligne

Ce sont précisément ces externalités qui expliquent la part exceptionnellement élevée du secteur non-marchand dans le sport. Alors que ces services fournis à titre gratuit et/ou sans intention de profit représentent 29 % de l'économie française dans sa globalité, la proportion atteint 37 % dans la filière sportive. « Cette surreprésentation renvoie à des objectifs de santé publique, d'inclusion et de promotion du sport pour tous qui est particulièrement chère aux élus locaux », observe Julien Laugier. Preuve en est que les collectivités restent le premier financeur public du sport, et de loin : chaque année, ces dernières consacrent 12,5 milliards d'euros au secteur : sport scolaire, soutien aux associations, gestion des équipements... En parallèle, l'État ne consacre que 6,7 milliards au secteur sportif, et encore : 5,7 milliards correspondent au salaire des professeurs d'EPS, le budget du Ministère des sports ne représentant qu'un milliard d'euros.

À l'heure où l'inflation s'installe, cette place centrale des collectivités territoriales a son revers, constate Julien Laugier : « La hausse de leurs dépenses sportives pourrait aller jusqu'à 12 % sur une année pleine, soit 1,5 milliard dont une grosse moitié serait imputable à la hausse des coûts de l'énergie. Alors que les élus font face à des budgets toujours plus contraints, le phénomène pourrait les amener à réévaluer la structure de leurs investissements, par exemple en privilégiant les opérations de rénovations énergétiques plutôt que de nouvelles mises en service ». Un enjeu d'autant plus crucial que 58 % des infrastructures sportives françaises ont été construites avant 1985 et n'ont jamais fait l'objet de travaux de rénovation significatifs.





Un secteur privé dynamique, mais fragile

Du côté du privé, tous les signaux sont au vert à première vue. De 2008 à 2021, le nombre d'entreprises est passé de 45 000 à 128 000 sociétés identifiées. Mais le chiffre brut est en partie trompeur, explique Julien Laugier : « *cette vitalité masque une réalité très fragmentée, puisque 79 % d'entre elles sont des micro-entreprises qui n'emploient aucun salarié* ». Un boom des indépendants dont un chiffre permet de prendre la mesure : alors que 47 % des nouvelles

entreprises étaient fondées par des enseignants ou des coachs sportifs en 2008, cette part atteint désormais 66 % tandis que le parc des TPE de un à neuf salariés se réduit depuis 2016, en grande partie au profit des auto-entrepreneurs. À moyen terme, c'est toute la capacité de croissance du secteur qui risque d'être hypothéquée par l'essor des micro-entreprises si le tissu productif n'est plus alimenté par les TPE, qui sont autant de PME potentielles.

QUESTIONS À... PATRICIA COSTANTINI,
EX-SÉLECTIONNEUSE DE L'ÉQUIPE NATIONALE DE VOLLEY
FÉMININ ET COFONDATRICE DE L'ASSOCIATION EGAL SPORT

L'égalité Femmes/Hommes progresse-t-elle dans le sport ?

D'incontestables avancées sont à signaler dans certaines fédérations comme le handball qui a mené un travail remarquable, mais le professionnalisme tarde à s'imposer au plus haut niveau. Jean-Michel Aulas, dont l'équipe féminine a accumulé les titres avec l'OL, souhaite d'ailleurs créer une ligue féminine professionnelle de football. Certains secteurs ne sont pas du tout professionnalisés, comme le hockey : nos meilleures joueuses doivent s'expatrier pour vivre de leur travail... Les écarts de salaire restent conséquents dans toutes les disciplines, comme tout ce qui touche aux conditions d'entraînement, à l'encadrement, aux infrastructures...

Comment expliquer cette lenteur ?

On peine à voir émerger des personnalités qui souhaitent porter des messages forts comme Megan Rapinoe a pu le faire aux États-Unis dans le monde du soccer. Mais l'un des principaux problèmes structurels tient à l'exposition du sport féminin, dont les rencontres sont rarement diffusées. Aujourd'hui, la part des compétitions uniquement féminines n'est toujours que de 5,5 % sur les chaînes gratuites généralistes et d'à peine 4,7 % sur les chaînes payantes. Or, l'audience est un facteur clé pour l'émergence d'un modèle économique propre au sport féminin. En savoir + : www.egalsport.com

Un secteur et ses défis

Mais le principal défi pourrait bien se situer du côté associatif. Véritable colonne vertébrale du secteur, la galaxie de clubs et d'associations sportives peine à se relever d'un recul particulièrement net ces dernières années : avec 14,4 millions de licenciés fin 2021, le secteur a perdu près de quatre millions de pratiquants en deux ans (-22 %). « La pandémie a bien sûr joué un rôle déterminant dans cette régression mais elle n'explique pas tout, souligne Julien Laugier : les premiers signes de reflux datent de 2017 ». Sur le temps long, la période 2000-2020 marque un essoufflement également relevé par le Centre de droit et d'économie du sport, dont l'analyse rejoint celle du groupe BPCE : un plafonnement de la pratique, doublé d'une diversification et d'une nouvelle tendance qui fait qu'on pratique de plus en plus son sport de prédilection hors de tout cadre associatif ou institutionnel : la sortie vélo du week-end, le match de foot du samedi ou la séance de course à pied se fait de plus en plus seul ou entre

amis, loin de structures jugées trop contraignantes par les pratiquants. Idem pour une numérisation que les structures classiques n'ont sans doute pas vu venir : pourquoi se rendre au club de yoga de sa commune alors que le coaching et les cours en ligne n'ont jamais été aussi nombreux ?

D'où la question qui ressort de l'étude pilotée par Alain Tourdjman : alors que les pouvoirs publics comptent bien s'appuyer sur les grands événements à venir, Jeux Olympiques en tête, le secteur est-il en mesure de répondre à ces défis ? L'une des réponses tient au vieillissement d'une population pourtant essentielle à l'animation du réseau sportif : les bénévoles qui assurent chaque jour l'équivalent de 180 000 emplois à temps plein. Au lendemain de la pandémie, tous n'ont pas repris le flambeau et leur remobilisation s'annonce essentielle dans les prochaines années pour maintenir la densité et la qualité du tissu associatif. ●

JUDO, TENNIS, ÉQUITATION : LA DÉSAFFECTION DES JEUNES

Même Teddy Riner ne peut pas tout. Malgré la présence médiatique d'un champion rare, sa discipline est en effet en recul avec 40 000 licenciés de moins entre 2012 et 2019, un écart qui s'explique essentiellement par l'émergence d'autres sports de combat comme la boxe ou le karaté. Et le judo n'est pas la seule discipline emblématique concernée : socle historique du sport français, le tennis a perdu 12 % de ses adhérents en dix ans, soit près de 130 000 licenciés. Plus inquiétant, ce reflux est plus prononcé chez les jeunes de moins de 20 ans (-78 000), un phénomène qu'on retrouve au sein de la Fédération Française d'Équitation, qui compte 100 000 jeunes licenciés de moins qu'en 2012.



LA CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE EN SOUTIEN DES ATHLÈTES

Dans la perspective des JO 2024, la Caisse d'Épargne Hauts de France a choisi d'accompagner dans leur progression neuf athlètes de la région jusqu'à la compétition :

Jimmy Gressier (Boulogne, cross), **Erwan Konaté**, (Amiens, saut en longueur), **Antoine Perel** (Béthune, paratriathlon avec son guide **Olivier Lyoen**), **Kimie et Marlone Alvarez** (Grande Synthe, breakdance), **Charlotte et Laura Tremble** (Compiègne, natation synchronisée) et **Violaine Aernoudts** (Armentières, Aviron).



JO 2024 : UN INVESTISSEMENT À LONG TERME

Cent ans après les Jeux Olympiques parisiens de 1924, les JO 2024 reviennent en France avec un budget placé sous le signe de la sobriété : 8,8 milliards d'euros¹, loin du record absolu de Pékin 2008². Raisonnable au regard des montants investis ces trente dernières années, l'investissement doit aussi être mis en rapport avec la popularité inégalée d'un événement planétaire qui réunira 17 000 athlètes, treize millions de visiteurs et quatre milliards de téléspectateurs. Au-delà d'un impact encore difficile à mesurer en termes d'image et de réputation, l'objectif affiché d'organiser des jeux sobres à des coûts maîtrisés pour les finances publiques (2,4 milliards d'euros sur le budget global) dépend de nombreux paramètres : emplois, transports, environnement, sécurité de l'évènement et de la cérémonie d'ouverture prévue le long de la Seine en particulier...

La véritable clé de la rentabilité d'une opération de cette envergure, pourtant, s'évalue sur le long terme et doit prendre en compte l'impact des nouvelles infrastructures qui s'étendra bien au-delà des jeux comme le prolongement de la ligne E du RER, celui de la ligne 14 du métro parisien ou le franchissement urbain Pleyel, dans la plaine Saint-Denis, modifiant en profondeur l'urbanisme de tout le nord de Paris. Pour éviter les fameux "éléphants blancs", soit l'abandon des constructions qui a caractérisé d'autres JO comme ceux d'Athènes ou de Rio, 95 % des sites des JO reposent sur la modernisation d'infrastructures existantes, les lieux spécialement construits pour l'occasion étant destinés à être soit déconstruits, soit réutilisés. Ainsi, le village olympique et plusieurs infrastructures seront démontés pour laisser la place à 2 200 logements neufs, à 130 000 m² de bureaux et à 3 300 m² de commerces. Équipement phare, le centre aquatique olympique de Saint-Denis, lui, deviendra la nouvelle piscine des habitants.

En savoir + : www.paris2024.org/fr

1. Pour un budget initial de 6,4 milliards.
2. 32 milliards d'euros.

150 000 emplois

sont mobilisés par l'organisation
des Jeux entre 2019 et 2024.

Les Hauts-de-France, une région dans le peloton

Du Paris-Roubaix à la Route du Louvre en passant par les exploits du LOSC et du RC Lens, les Hauts-de-France ne manquent ni de clubs, ni d'évènements emblématiques. Mais que pèse la filière sport dans la région ?

Locomotive régionale

Alors que seules 5 400 des 128 500 entreprises privées de la filière sportive française sont implantées dans les Hauts-de-France (4,2 %), l'activité régionale pèse pourtant dans le PIB du sport français, avec un chiffre d'affaires de 6,7 milliards d'euros (10,4 %). Un écart qui s'explique entre autres par la présence de plusieurs acteurs majeurs et d'une locomotive : Decathlon qui représente à lui seul plus de la moitié du PIB régional (cf. encart). Derrière l'équipementier, d'autres sociétés bien connues des sportifs de tous les niveaux sont également implantées dans les Hauts-de-France comme le spécialiste franco-néerlandais des salles de sport Basic Fit, la filière française du japonais Shimano (mécanismes

Avant le Covid, la région comptait

1,3 million

de licenciés, dont 37 % de femmes.

Chaque année, les collectivités territoriales des Hauts-de-France consacrent un milliard d'euros de dépenses au sport : construction des infrastructures, entretien, soutien aux associations...

pour vélos), les fabricants de vélos Origine Cycles et O2 Feel ou le tourquennois Spodis (chaussures de sport). Enfin, les grands clubs professionnels comme le LOSC ou le RC Lens en football sont également des entreprises à part entière.

Des infrastructures sportives moins anciennes qu'ailleurs

Née de la fusion de la Picardie et du Nord Pas-de-Calais, la région garde la trace d'histoires différentes en matière d'équipements sportifs. Dans le Nord et le Pas-de-Calais, la diversité des équipements et des sports qu'on y pratique est supérieure, mais la densité est moindre. C'est l'inverse dans les départements de l'ancienne Picardie. En termes de pratiques, la région compte plutôt plus de terrains de sport collectifs que la moyenne nationale, avec une place significative accordée au tennis de table



Olivier Lyoen et Antoine Perel, triathlètes paralympiques accompagnés par la Caisse d'Épargne Hauts de France pour les JO de Paris 2024.



59 %

et aux sports de tir, véritables spécificités régionales. Les gymnases, les courts de tennis et les parcours plein air sont plutôt moins nombreux que sur le reste du territoire.

En tout, la région compte 25 000 équipements dont 22 000 appartiennent aux collectivités territoriales. Dans les grandes villes en particulier, l'ensemble forme un parc légèrement plus récent que la moyenne nationale soit parce que l'essor de la pratique s'est développé plus tardivement, soit parce que d'anciens équipements ont été déconstruits au profit de nouvelles infrastructures - le stade Decathlon Arena - Pierre Mauroy, par exemple à Villeneuve d'Ascq. Attention toutefois, la région n'échappera pas au vaste effort de rénovation qui s'annonce : 4 300 équipements sortis de terre avant 1985 n'ont jamais été rénovés. ●

des habitants de la région ont pratiqué au moins une activité sportive au cours des douze derniers mois, contre **66 %** pour la France entière (INJEP, 2021).

DECATHLON, UN MASTODONTE ADORÉ

Désignée marque préférée des Français en 2022 pour la deuxième année consécutive*, Decathlon France a le vent en poupe. Spécialisée dans la vente de produits sportifs et de loisirs, l'entreprise de Villeneuve d'Ascq représente à elle seule la moitié de l'activité du secteur sportif régional, avec un chiffre d'affaires de 4,2 milliards d'euros en 2021. Une force de frappe qui se confirme à l'international : au niveau mondial, le groupe a réalisé 13,8 milliards d'euros de CA en 2021, contre 11,4 milliards l'année précédente. L'entreprise, qui compte 1 747 magasins au niveau mondial (324 en France), emploie plus de 100 000 salariés dans le monde, dont 22 500 en France.

* Par le cabinet de conseil OC&C.



BCM : dans les coulisses d'un club phare

Club phare depuis sa création en 1984, le Basket Club Maritime Gravelines Dunkerque Grand Littoral (BCM) est un des fleurons du sport professionnel dans les Hauts-de-France. Mais comment fonctionne un club de Betclic Élite, le premier niveau du basket français ? Les réponses de son président, Hervé Beddeleem.

Comment un club comme le vôtre se finance-t-il aujourd'hui ?

Nous disposons de trois sources principales de revenus : le sponsoring privé, la billetterie et les subventions de collectivités territoriales. Le soutien de ces dernières est resté stable au fil des ans mais nos recettes de billetterie plafonnent du fait que nous disposons d'une petite salle*. Nous attendons son agrandissement pour faire évoluer les choses.

À l'inverse, quelles sont vos principales sources de dépenses ?

En moyenne, le budget d'un club Élite prévoit 43 % de dépenses liées aux salaires bruts (joueurs et staff), 15 % de charges sociales, 38 % d'achats et charges externes (sécurité, animation, frais de déplacements, location du Sportica) et 4 % d'impôts.

L'incertitude est inhérente aux résultats sportifs. Comment construire un budget dans ces conditions ?

Cette incertitude fait partie de notre métier, le BCM a l'avantage d'être une marque forte qui jouit d'un fort soutien de nos partenaires. Alors que nos résultats



sportifs sont plutôt stables depuis sept ans, le volume du sponsoring privé ne cesse d'augmenter, exception faite de la période Covid bien sûr. Le soutien de la Caisse d'Épargne Hauts de France depuis plus de vingt ans est un parfait exemple de cette fidélité. Le basket français est en train de prendre une dimension économique jamais vue. En 2013, avec 6 millions d'euros nous étions le plus gros budget de France. Avec ce même budget aujourd'hui, nous sommes loin derrière des clubs comme l'ASVEL ou Monaco qui émargent à 15 millions d'euros. ●

En savoir + : www.bcmbasket.com

* Le Sportica de Gravelines peut accueillir 3 500 personnes.

Les Gothiques d'Amiens, cœur de territoire

Réunir régulièrement 3 000 spectateurs dans leur antre du Coliseum avec un budget annuel de 2,5 millions d'euros, c'est la performance que réussissent chaque année les hockeyeurs des Gothiques d'Amiens, deuxième club professionnel de la capitale picarde avec les footballeurs du Amiens FC. Avec six salariés aux fonctions support, président compris, le club est une entreprise à part entière qui reste bien sûr focalisée sur le sportif, avec 22 joueurs professionnels sous contrat, le coach Mario Richer, et son staff.

Au terme d'une saison chargée d'adrénaline, les Gothiques se sont une fois de plus illustrés dans une ligue Magnus – le plus haut niveau du hockey français – particulièrement dense, explique leur président Jean-Luc Mention : « *Play-off compris, nous avons joué 48 matchs en huit mois dont la moitié à domicile. Les Gothiques apportent du plaisir à un public familial qui se retrouve dans les valeurs que porte le hockey, un sport certes rugueux mais où le respect de l'arbitre et de nos adversaires ne se discute jamais* ». Aux 2 500 spectateurs des tribunes s'ajoutent 500 invités en loges, un élément essentiel à l'attractivité du territoire, explique le président : « *nous comptons 150 entreprises partenaires, dont la Caisse d'Épargne Hauts de France qui est un de nos plus anciens soutiens. Chaque match est l'occasion de discuter business avec d'autres professionnels dans une ambiance détendue et animée.* » ●



Football : sport roi, argent roi ?



Dès qu'on parle de sport et d'argent, ça ne rate pas : le football est pointé du doigt comme un parfait exemple de dérive financière, au risque de mélanger quelques idées reçues à des vérités établies. Le point en compagnie de Pierre Rondeau, professeur d'économie à la Sports Management School.

Des joueurs trop payés ?

Mbappé, Neymar, Ronaldo, Messi... Le salaire des plus grandes stars mondiales est souvent évoqué sur le ton de la polémique. Mais les joueurs professionnels sont-ils si bien payés ? « Les éléments qui circulent, évidemment très élevés, masquent une réelle disparité », relève Pierre Rondeau. « En Ligue 1, le salaire moyen se situe autour de 90 000 euros par mois mais le salaire médian tourne autour de 42 000 euros. Le second chiffre est bien plus révélateur que le premier, très largement faussé par la rémunération des joueurs les plus en vue¹. Les écarts de rémunération sont particulièrement prononcés dans le football ». D'où le véritable fossé qui sépare les trente ou quarante meilleurs joueurs de l'Hexagone du reste des 1 300 professionnels qui évoluent en France pour une carrière qui dépasse rarement quinze ans. Au niveau mondial, la Fédération internationale des joueurs professionnels (Fifpro) estime d'ailleurs que 40 % des joueurs pros gagnent moins de 500 dollars par mois. La précarité existe aussi dans le foot.

Pourquoi tant d'argent dans le football ?

« Le premier élément est lié à sa popularité. La finale de la Coupe du monde réunit 1,5 milliard de personnes et celle de la Ligue des champions 600 millions, avec ce que cela implique en termes de sponsoring et de revenus publicitaires », explique Pierre Rondeau. Cette réussite ne doit rien au hasard : « alors que le football restait jusque-là surtout pratiqué en Amérique du Sud et en Europe, la FIFA s'est lancée dans les années 90 dans une stratégie de développement mondial en s'attaquant aux marchés chinois, indien, nord-américain... L'organisation de grandes compétitions aux États-Unis, en Corée, au Japon ou au Qatar en est une illustration ».

Autre élément majeur : l'impact de ce que l'économiste qualifie de Vingt Glorieuses des droits télévisuels, avec l'hyper-croissance des coûts de diffusion des cinq plus grands championnats européens, Premier League anglaise en tête². En France, l'arrivée de TPS dans les années 2000 avait vu les droits télé passer de 50 à 200 millions d'euros en quelques années. En juin 2021, Amazon s'est vu réattribuer l'essentiel de la Ligue 1 pour 250 millions d'euros par saison. Dernier élément enfin : l'inflation des montants investis et dépensés dans le football : l'arrivée d'investisseurs étrangers - russes, qatari, américains - séduits par la popularité du sport le plus pratiqué au monde.

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'athlète le mieux payé de l'histoire n'est ni Tiger Woods, ni Kylian Mbappé mais Gaius Dioclès, le conducteur de char le plus célèbre de l'Antiquité romaine. Au terme de sa carrière et après 1 462 victoires, il avait accumulé l'équivalent de... onze milliards d'euros.





Too famous to fail ?

Le phénomène étonne toujours : alors que certains clubs - et non des moindres, Barça en tête³ - semblent chaque année au bord du gouffre, la faillite annoncée ne se produit jamais. Les statistiques confirment cet étrange privilège : « un gros club de football ne compte que quelques centaines de salariés, soit une entreprise de taille moyenne. Dans cette catégorie, le taux de faillite sur un siècle se situe autour de 50 %. Pour les clubs, on tombe à 5 % », indique Pierre Rondeau. La raison ? La totale irrationalité d'une activité qui échappe à tout objectif de rentabilité à court ou à moyen terme, une exception résumée par l'économiste anglais Stefan Szymanski avec la formule "trop célèbre pour échouer". « Les fans sont pris par une passion qui s'étend jusqu'aux financeurs et aux dirigeants. Le Barça couvre ses dettes par de nouveaux emprunts parce que la puissance de la marque est telle que la faillite semble inimaginable ». Et ce n'est pas réservé aux plus grands : le club de Bastia, qui avait frôlé le dépôt de bilan, a été sauvé par ses fans. Le football n'est décidément pas un sport comme les autres.

UN MILLIARD ET DEMI SUR LA TABLE

Annoncé début avril par la Ligue de Football Professionnel, l'accord financier trouvé avec le fonds d'investissement CVC est une manne bienvenue pour les clubs français, soumis à rude épreuve pendant la pandémie. Avant la prochaine saison, l'accord prévoit la création d'une filiale commerciale de la LFP contrôlée à 13 % par CVC contre le versement d'une somme de 1,5 milliard d'euros, répartis entre les clubs de Ligue 1 et de Ligue 2. Notamment chargée de mieux valoriser les droits audiovisuels du foot français, la nouvelle structure affectera également une partie des fonds au financement du football amateur, au remboursement du PGE (prêt garanti par l'État) contracté par la LFP en 2020 et à la constitution d'un fonds de réserve.

¹ Le salaire brut de Kylian Mbappé, le joueur le mieux payé en Ligue 1, est estimé à six millions d'euros par mois (L'Équipe, 30 mars 2023).

² Les coûts de diffusion de la première division anglaise se montaient à 10,4 milliards d'euros pour la période 2019-2022 et atteindront 12,5 milliards pour le prochain cycle.

³ Le déficit cumulé du FC Barcelone est estimé à 1,3 milliard d'euros.



PARIS SPORTIFS : LES RISQUES DU RISQUE

Treize ans après la fin du monopole longtemps accordé à la Française des Jeux et au PMU, le marché des paris sportifs bat des records. En 2021, les dix-sept opérateurs agréés en France (Winamax, Betclix, Unibet...) ont presque doublé leur chiffre d'affaires par rapport à 2020, et 7,89 milliards d'euros ont été misés par les quatre millions de joueurs recensés par l'autorité

compétente, l'ANJ (Autorité nationale des jeux). Chaque événement sportif majeur renforce la tendance : 615 millions d'euros ont été mis en jeu en France lors de la Coupe du Monde de football au Qatar, contre 366 seulement en 2018. Pourtant, le phénomène inquiète les pouvoirs publics, frappés par les risques d'addiction associés à une pratique que certains joueurs ne contrôlent plus. Un phénomène qui n'a rien de marginal : alors qu'en 2022, 34,8 % des jeunes de 15 à 17 ans ont joué à des jeux d'argent ou de hasard d'après l'enquête de la Société d'entraide et d'action psychologique, la part des joueurs dits "problématiques" a plus que triplé depuis 2014, passant de 11 % à 34,8 %. Aujourd'hui, Santé Publique France considère que 15 % des parieurs courent un tel risque.

À l'heure actuelle, l'État privilégie toujours la concertation avec les professionnels en travaillant notamment sur l'autorégulation de la publicité pour les paris en ligne. Mais un encadrement plus drastique n'est pas exclu et la France suit de près ce qui se fait en Belgique ou en Angleterre : interdiction des spots publicitaires à la mi-temps des matchs, impossibilité d'associer sa marque à celle d'un sportif célèbre... Autre possibilité : viser les gains des joueurs. Ils ne sont aujourd'hui pas imposés et ne sont donc pas soumis à l'impôt sur le revenu. Un principe qui pourrait changer.



DIFFUSIONS SPORTIVES : LES GÉANTS DU WEB RETOURNENT LA TABLE

Entamée dès 2015, la tendance s'accélère. Alors que la retransmission en direct des grandes compétitions sportives est longtemps restée le pré carré des chaînes de télévision classiques, l'arrivée des géants du web bouleverse la donne. Dernier épisode en date : en juin 2022, Apple a acquis l'intégralité des matchs de la Major League Soccer (MLS), le championnat nord-américain de football, désormais diffusée sur AppleTV pour... dix ans. Un deal à 250 millions de dollars qui pourrait s'avérer plus que rentable à un moment où l'intérêt pour le "soccer" décolle enfin aux États-Unis.

La firme à la pomme n'est pas la seule à frapper fort : Walt Disney vient d'investir de son côté trois milliards de dollars pour conserver les droits télévisés du cricket en Inde, sport roi dans la péninsule, un prix trois fois supérieur à celui des dernières enchères, en 2017. Diffusés sur Disney+, les matchs sont l'une des clés de l'ambition du géant californien qui vise le seuil des 260 millions d'abonnés à sa plateforme de streaming d'ici 2024.

Amazon n'est pas en reste : déjà diffuseur des rencontres nocturnes de Roland Garros au grand dam de France Télévisions, la firme a déboursé 250 millions d'euros en 2021 pour devenir le principal diffuseur de la Ligue 1 du championnat de France. Et ce n'est sans doute pas fini : Netflix ne devrait pas tarder à sortir du bois pour acheter à son tour certains événements majeurs comme la Formule 1, la World Surf League ou le tennis. Les raisons de cet appétit ? Les caractéristiques inhérentes au sport, un contenu chargé en émotion dont la valeur tient uniquement à sa diffusion en direct. Un excellent produit d'appel pour les films et les séries.

L'e-sport à la croisée des chemins

Discipline récente, le e-sport a véritablement pris de l'ampleur en 2014-2015 avec le rachat de Twitch par Amazon et la hausse des audiences qui a suivi. En France, la finale du championnat européen du jeu League of Legends, en mai 2022, a ainsi réuni plus de 296 000 personnes en direct sur Twitch. Mais qu'est-ce que l'e-sport et quel volume d'activité représente-t-il ?

« On parle de e-sport lorsqu'il existe une compétition organisée autour d'un jeu en dehors du système de classement interne du jeu. Pour prendre l'exemple de Fifa, organiser un tournoi avec ses amis en ligne n'est pas du e-sport. Organiser un évènement public et des rencontres entre joueurs, oui », explique Célian Godefroid, juriste et doctorant à Paris-Saclay.

Si le marché est complexe à estimer, la société spécialisée Newzoo estime les recettes mondiales du secteur à 1,3 milliard d'euros en 2022, dont un tiers pour la seule Chine. Les audiences, elles, ont encore progressé de 8,7 % l'an dernier, avec 532 millions de spectateurs recensés. Quant aux joueurs, s'ils sont loin d'atteindre les rémunérations courantes dans les sports stars, leurs revenus ne sont pas toujours négligeables. « Les e-sportifs gagnent leur vie grâce aux contrats qui les lient à leurs équipes. En France, les meilleurs peuvent gagner de 500 à 3 000 euros par mois, voire 5 ou 6 000 pour quelques joueurs emblématiques. Certains profitent de leur notoriété pour être sponsorisés par des marques à titre individuel, mais ce n'est qu'au niveau des ligues continentales que la visibilité des joueurs atteint des niveaux stratosphériques, en Europe ou aux États-Unis. »

De là à concurrencer le sport traditionnel, la route reste longue, explique Célian Godefroid : « Le Covid a fait beaucoup de mal à l'e-sport, avec la suppression des grandes compétitions en physique. Beaucoup d'équipes ont continué de rémunérer leurs joueurs sans pouvoir toucher les recettes qui vont avec ce type d'évènements et les sponsors se sont mis en retrait ». Le e-sport n'est pas mort pour autant mais doit évoluer, explique le juriste. « Il y a encore beaucoup d'improvisation. Beaucoup de

contrats relèvent de la prestation de service entre l'équipe et des joueurs qui sont souvent des micro-entrepreneurs. Or, le statut de ces derniers n'est pas censé les rendre économiquement dépendants d'un client, ni recevoir des ordres ou des consignes. D'autres contrats, moins courants, s'apparentent à ceux que signent des top models, avec une série d'obligations qui touchent à l'image, à la présence médiatique, aux interventions sur les réseaux sociaux... ». La solution ? « Élargir par exemple le champ des CDD d'usage et donner davantage de marge aux petites équipes, celles qui ne disposent pas des plus gros budgets. S'adresser à toutes les strates de l'e-sport et notamment aux petites associations, est essentiel pour assurer son développement. » ●

“Les e-sportifs gagnent leur vie grâce aux contrats qui les lient à leurs équipes.”





axes d'engagement

Parce que la Caisse d'Épargne Hauts de France est une banque 100 % régionale qui appartient à ses clients, elle porte une responsabilité particulière à l'égard de son territoire et de ses habitants. Elle conduit de longue date un programme d'actions au service de cette ambition, réunies sous l'appellation commune « Plus qu'une Banque » : plus solidaire, plus green, plus sport. La certification B Corp - obtenue en novembre 2022 - est la reconnaissance de cet impact en faveur de la société et de l'environnement de son territoire.

+ SOLIDAIRE

La banque et sa fondation d'entreprise favorisent l'accès à la culture et à l'insertion (par l'emploi et le logement). En 2022, elles ont consacré ensemble 5 M€ au profit d'actions solidaires de mécénat et de partenariats sportifs.

+ GREEN

La banque agit à plusieurs niveaux. Elle permet à ses clients d'investir dans des placements responsables (15 Md€) ; soutient ses clients dans leur transition énergétique et environnementale ; s'engage dans la réduction de sa propre empreinte.

+ SPORT

La banque porte un programme d'actions en faveur de la pratique du sport en région. Elle est un partenaire fidèle d'équipes sportives représentatives des territoires de la région ; elle contribue à la pratique sportive au profit de la santé du plus grand nombre ; elle accompagne neuf athlètes originaires de la région, sur la route de Paris 2024.

+ SOLIDAIRE

La musique classique pour le plus grand nombre

La Caisse d'Épargne Hauts de France soutient de longue date la musique classique, avec deux objectifs principaux : encourager et promouvoir l'excellence musicale au sein de la région et partager l'émotion des concerts auprès du plus grand nombre.

Promouvoir les jeunes talents

Elle est partenaire fidèle de deux associations de premier plan, mobilisées pour la promotion des jeunes talents musicaux du territoire :

- **Talents & Violon'celles** œuvre de longue date afin de favoriser et pérenniser le parcours de jeunes violonistes et violoncellistes, notamment en permettant à ces musiciens d'avenir d'acquérir des instruments à la hauteur de leur talent. La Caisse d'Épargne Hauts de France participe au financement de ces investissements sur son territoire.
- **Les Étoiles du Piano** poursuit depuis cinq ans sa démarche d'identification, de soutien financier et de promotion de jeunes talents pianistiques. Un concours international, mené tous les deux ans, permet de sélectionner six lauréats que l'association et ses partenaires accompagnent dans la durée. La Caisse d'Épargne Hauts de France est heureuse d'apporter fidèlement sa contribution à ce concours d'excellence, désormais dans le top 30 mondial. La "promotion 2022/2023" sera honorée en novembre cette année, lors d'une soirée exceptionnelle tenue au Colisée de Roubaix.



L'ensemble baroque "La Chapelle du Hainaut".

En savoir + :

www.talentsetvioloncelles.com

www.etoilesdupiano.fr

Partager l'émotion des concerts en Hauts-de-France

La Caisse d'Épargne Hauts de France est également partenaire de grands ensembles musicaux du territoire, contribuant à favoriser l'accès aux concerts classiques déployés sur la région.

- Au côté de l'ensemble baroque "**La Chapelle du Hainaut**", né à Valenciennes sous la baguette de Bruno Deletré. Amiens, Senlis, Saint-Omer..., la banque a partagé avec un large public l'émotion de concerts donnés sur les plus grands répertoires de la musique baroque (Mozart, Vivaldi, Haendel...).
- Au côté de l'**Orchestre National de Lille (ONL)**, qu'elle accompagne de longue date, notamment en s'associant à des récitals. La pianiste Hélène Grimaud a récemment figuré au programme de ces soirées d'exception.
- Au côté de l'Orchestre régional de Douai, favorisant la diffusion de la musique classique sur le territoire de Douai-Lens-Béthune. ●

OPUS

Prochaine étape : la Caisse d'Épargne Hauts de France va accompagner le dispositif Opus (Orchestre pédagogique d'utilité sociale) décliné en région, à l'initiative de l'Orchestre National de Lille. Elle va financer l'acquisition de quelque 400 instruments classiques (cordes, bois et cuivres) mis à disposition d'enfants issus des quartiers de la Région. Avec toujours le même objectif de faciliter l'accès à la musique classique et la promotion de jeunes talents.

+ SOLIDAIRE

Remise des prix du concours “Apprendre la bourse”

La remise régionale des prix du challenge européen “Apprendre la Bourse” s’est déroulée le 12 avril dernier à Amiens.

Pour la 19^e année consécutive, l’association Finances & Pédagogie* a relayé du 1^{er} octobre 2022 au 31 janvier 2023 ce concours à l’initiative européenne des Caisses d’Epargne. Son objectif ? Transmettre aux lycéens et aux étudiants participants des connaissances économiques de manière ludique.

Chaque équipe, composée de quatre élèves ou de quatre étudiants, disposait d’un compte titres au capital fictif de 50 000 euros à gérer dans les mêmes conditions qu’en situation réelle. Pour cela, les cours réels de véritables places boursières ont été utilisés. La région des Hauts-de-France avait engagé cette année 60 équipes (30 équipes de lycéens et 30 équipes d’étudiants) réparties dans dix établissements de la région, soit un total de 240 participants (120 lycéens et 120 étudiants).

L’équipe de lycéens “Nasdaq”, constituée de trois lycéens du lycée de La Sainte Famille à Amiens, termine à la première place du classement national et régional et devient donc **championne de France**. Ils étaient encadrés pendant le concours par deux enseignants : Fabienne Allart et Nicolas Merlier. Les champions de France ayant valorisé leur portefeuille à 58 504,72€ **représenteront la France en mai à Berlin**.

L’équipe d’étudiants « G Boursicoteur » constituée de trois étudiants du lycée Gaston Berger de Lille termine à la **première place du classement régional et la troisième place du niveau national**. Ils étaient encadrés pendant le concours par leur enseignant Gaétan Demoor. Les membres de cette équipe ont valorisé leur portefeuille à 60 758,40€. ●



J'invite un banquier dans ma classe !

La Caisse d'Épargne Hauts de France, via l'association Finances & Pédagogie*, propose aux établissements scolaires élémentaires de sensibiliser les jeunes de CM1 et de CM2 aux questions d'argent.

Cette initiative est menée en partenariat avec la Fédération Bancaire Française. Le principe est simple : en coordination avec l'enseignant, les deux correspondantes régionales de l'association Finances & Pédagogie interviennent de manière ludique et pédagogique autour d'un jeu de plateau. Cette animation, dénommée « J'invite un banquier dans ma classe », se déroule sur une demi-journée.

L'intervention est réalisée sous la forme d'un atelier pédagogique et participatif, coanimé avec le professeur des écoles, avec pour objectifs :

- de sensibiliser à la notion de gestion de budget ;
- d'informer sur les différents moyens de paiement ;
- de réfléchir aux différentes possibilités qui s'offrent à soi lors d'un achat ;
- d'attirer l'attention sur la protection des données bancaires et prévenir les risques liés aux achats en ligne ;
- de sensibiliser aux notions d'économie des ressources et de comprendre les éco-gestes.

En savoir + : www.finances-pedagogie.fr

* Créée en 1957 par les Caisses d'Épargne, Finances & Pédagogie est une association qui réalise des actions de sensibilisation et de formation sur le thème de l'argent dans la vie, auprès de tout public, jeunes et adultes à la demande d'acteurs de l'économie sociale et solidaire. Les programmes d'actions et les supports pédagogiques de Finances & Pédagogie sont développés grâce aux soutiens financiers des Caisses d'Épargne dans le cadre de leur engagement sociétal.

PARLEZ-EN AUTOUR DE VOUS...

Cette opération peut être menée jusqu'à la fin du mois de juin 2023. C'est une belle opportunité pour sensibiliser vos enfants ou ceux de votre entourage à la gestion du budget et aux métiers de la banque.

Alors n'hésitez pas :

- à en parler autour de vous, aux professeurs des écoles de vos enfants, petits-enfants et à vos connaissances ;
- à transmettre nos coordonnées aux enseignants ;
- à nous transmettre les coordonnées des enseignants afin que nous les contactions ;
- à découvrir ce dispositif éducatif en nous accompagnant lors d'un atelier.

Pour inscrire une classe ou obtenir de plus amples renseignements :

unbanquierdansmaclasse.com



+ SOLIDAIRE



Semaine de la solidarité : les collaborateurs se mobilisent

Pour la troisième année consécutive, la Caisse d'Épargne Hauts de France propose à ses administrateurs, équipes et collaborateurs de ses filiales de logement social SIGH, SA HLM de l'Oise et Sia Habitat de s'engager ensemble dans des actions bénévoles aux côtés des associations du territoire.

Grand âge, handicap, insertion, vie des quartiers, mentoring, chacun peut trouver un domaine dans lequel il mettra ses compétences en œuvre. L'édition 2023 de la Semaine de la solidarité se déroule du 6 au 9 juin avec la participation d'Unis-Cité.

Le principe ? Les volontaires participent à une action auprès d'une association le temps d'une journée. Une bonne occasion pour les bénévoles de faire aussi découvrir leur action au quotidien. Les collaborateurs posent une demi-journée de congés et la Caisse d'Épargne Hauts de France prend l'autre demi-journée à sa charge.

Le succès grandissant de ces actions au fil des ans est une jolie preuve de l'engagement sans faille des équipes de la banque et de ses filiales au service de ceux qui en ont besoin. ●



CHIFFRES
CLÉS

46

actions proposées, couvrant l'ensemble
du territoire des Hauts-de-France

Plus de

600

journées de bénévolat
offertes aux structures

Des chambres froides pour les Restaurants du Cœur

Au cours du premier trimestre, les bénévoles des Restaurants du Cœur 62B ont accueilli les administrateurs de la Société Locale d'Épargne Arras-Lens-Liévin dans leurs entrepôts de Dainville. Ils leur ont fait découvrir leurs locaux et plus précisément les chambres froides, objet de l'aide financière apportée par la Fondation d'entreprise Caisse d'Épargne Hauts de France. Cette aide a notamment permis le remplacement de la porte d'une des chambres froides et, de ce fait, d'assurer les besoins en approvisionnement en Artois-Ternois, mais également, depuis l'incendie survenu dans les locaux



3 500 €

de soutien apporté

de Lens, dans le Bassin Minier. Soit 75 centres de distribution au total et la possibilité de fournir une moyenne de six repas par semaine pour environ 16 000 bénéficiaires. ●

Solidarité avec l'Ukraine



L'année dernière la Caisse d'Épargne Hauts de France avait déjà mené plusieurs actions au profit du peuple ukrainien. Cette année, nous continuons de nous engager via différentes actions :

- une collecte de vêtements, initiée par le grand champion ukrainien Sergey Bubka qui nous a sollicités pour mener à bien cette collecte, destinée aux camps de réfugiés basés au sud du pays, à la frontière slovaque ;

- l'accompagnement et l'hébergement des réfugiés ;
- la mise à disposition de locaux commerciaux ;
- l'allocation, avec nos bailleurs sociaux, d'une somme complémentaire de 600 000€ afin de financer des dons directs aux associations, des achats de nourriture, d'ameublement et de produits de première nécessité.

Par ailleurs, par l'intermédiaire de notre partenaire la Ligue Hauts-de-France d'Athlétisme, aux côtés d'Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports, des Jeux Olympiques et Paralympiques de France, nous nous sommes également associés à une collecte de dons. Tous les fonds perçus seront intégralement reversés au profit de l'association ukrainienne Georgii Zantaraia all Ukrainian Charitable gérée par l'ancien champion du monde ukrainien de judo, Georgii Zantaraia. ●

Un mur digital pour les enfants du Cresda

Dans le cadre de son appel à projets "Du sport au service de la santé des plus fragiles", la Fondation d'entreprise Caisse d'Épargne Hauts de France accompagne l'activité physique des enfants du Centre régional d'éducation spécialisée pour déficients auditifs (Cresda) de Pont-à-Marcq, en participant à l'achat d'un mur digital. L'intérêt éducatif et rééducatif de l'outil est très apprécié par les enfants et son utilisation régulière leur permet de progresser à leur rythme. La remise du chèque par la SLE Flandre Métropoles à la directrice des Établissements et services ASRL s'est déroulée lors d'une opération portes ouvertes au Cresda. Un très beau moment de convivialité partagé avec les enfants du site qui ont eu à cœur de faire découvrir leur cadre de vie. ●

En savoir + : www.asrl.asso.fr/etablissement/cresda/

9 000 €

de soutien apporté

Soutien au bio incubateur d'Eurasanté



En 2018, Eurasanté a mis en place un projet d'appartement témoin dans un Ehpad de l'association "La Vie Active" à Marles-les-Mines, dédié au bien vieillir et à l'autonomie des personnes âgées (maintien à domicile). Ce lieu répond à plusieurs objectifs : l'information sur les aides techniques existantes et leur coût ; la formation pour les aidants professionnels et familiaux à l'utilisation de ces aides techniques ; l'expérimentation pour que les industriels régionaux puissent venir développer leurs produits avec des personnes âgées. La Fondation, par l'intermédiaire de la SLE Lille soutient ce beau projet. ●

En savoir + : www.vieactive.fr

20 000 €

de soutien apporté

+ GREEN

CHIFFRE
CLÉ

25 M€
de financement.

100 % utiles à la transition environnementale

Certifiée B Corp fin 2022, la Caisse d'Épargne Hauts de France porte une responsabilité particulière à l'égard de ses territoires et de ses habitants. C'est pourquoi elle mène de longue date de nombreuses actions au service de son ambition d'être "Plus qu'une Banque" : offre d'épargne responsable, accompagnement de la transition environnementale des particuliers et des entreprises mais également plans d'actions internes.



Des solutions de financement pour les projets "+ green"

Être + Green, c'est permettre à nos clients d'investir dans une épargne responsable et durable. C'est aussi accompagner les familles et entreprises dans leur transition environnementale en leur proposant des solutions de financement dédiées et adaptées.

Illustrations : nos équipes se sont structurées pour accompagner les start-ups innovantes qui ont besoin de lever des fonds pour développer leur activité. Nous avons formé une communauté de référents

"Innovation" qui couvre l'ensemble de notre territoire des Hauts-de-France.

Nous mettons à disposition de ces pépites des financements dédiés, garantis par le Fonds européen pour l'innovation, qui permettent de lancer une activité ou de la développer. Nos crédits moyen-long termes leur permettent de révéler tout leur talent et de valider leur business-model. En 2022, nous avons réalisé une trentaine de dossiers pour 25 M€ de financement. ●



Limiter notre empreinte environnementale propre

En interne, nous avons défini plusieurs axes stratégiques :

- la lutte contre le réchauffement climatique au travers de la réduction de nos gaz à effet de serre ;
- la mise en place d'une économie circulaire, notion qui englobe les achats et la gestion des déchets ;
- la diminution de notre impact sur la biodiversité et la contribution à sa restauration.

Nous avons démarré en 2022 un ambitieux plan de mobilisation de l'ensemble de nos collaborateurs ainsi que des chantiers structurels sur l'immobilier, la mobilité durable et le numérique responsable. La rénovation de nos agences répond à un cahier des charges strict qui vise à réduire la consommation d'énergie grâce, notamment, à la domotique. ●

Une communauté au service d'un objectif commun

Des collaborateurs volontaires se sont engagés dans la démarche Green de l'entreprise et ont créé la communauté Hope, pour "Humains opportunités pionniers environnement" autour d'un objectif commun : accélérer la transition environnementale de la Caisse d'Épargne Hauts de France. Des séances de travail leur permettent de se rencontrer, de s'inspirer au travers d'ateliers pratiques et novateurs et de se mettre en mouvement sur nos engagements collectifs et individuels.

Depuis le 5 mai, l'application mobile Caisse d'Épargne "Banxo" intègre un nouvel espace "Conseils & solutions durables". Véritable coach green, l'outil propose des solutions notamment sur les thématiques du logement et de la mobilité. Connectez-vous pour les découvrir. ●



+ SPORT

Soutenir les sportifs

Filiales de logement social de la Caisse d'Épargne Hauts de France, Sia Habitat et la SIGH soutiennent, elles aussi, activement des sportifs de la région. Si Sia Habitat s'est engagée aux côtés du boxeur dunkerquois Djamili Aboudou, la SIGH accompagne le céiste (canoë-sprint) de Saint-Laurent-Blangy, Loïc Léonard. Tous deux préparent actuellement les qualifications pour les JO. Ils nous racontent leur quotidien d'athlètes de haut niveau.



DJAMILI ABOUDOU, BOXEUR

Comment avez-vous découvert la boxe ?

J'ai grandi à Dunkerque, juste à côté de Coudekerque. Ce sont des amis d'enfance qui m'ont amené au Coudekerque Ring en 2010. Depuis, je n'ai jamais quitté la salle !

Faites-vous de la boxe à temps plein ?

Oui, j'ai un contrat spécifique avec la Ville de Coudekerque et la Fédération de boxe. Mon temps de travail est aménagé pour que je puisse m'entraîner et me déplacer pour les stages et les compétitions. Quand je ne boxe pas, je réalise des animations et des sensibilisations dans les quartiers prioritaires de la ville. Les jeunes viennent à la salle ou je me déplace avec un ring gonflable ! Je donne aussi des cours d'entraînement au club.

À quoi pensez-vous quand vous êtes sur le ring ?

Au combat, rien qu'au combat. Une heure avant de monter sur le ring, j'y suis déjà, je me mets littéralement dans une bulle.

Qu'est-ce qui vous fait tant vibrer dans la boxe ?

Le combat, encore une fois ! Avant de pratiquer la boxe, j'ai hésité entre le judo et la lutte. J'aime l'affrontement dans le respect et voir qui est le meilleur à la fin !

Votre objectif ultime ?

Gagner les JO, ça serait vraiment magnifique.

Comment les sentez-vous ?

Je suis très motivé, mais la première étape des qualifications n'est pas encore franchie, et c'est peut-être la plus difficile. Je vais tout donner. Les Jeux Olympiques peuvent changer une vie, ils ouvrent forcément des portes, peut-être même celles du monde professionnel.

Et dans dix ans ?

Je me vois dans ma ville, à Coudekerque, auprès de ma famille, sans doute à aider les jeunes. ●

Club : Coudekerque Ring

Âge : 27 ans

Lieu de naissance : Grande-Synthe

PALMARÈS

- . Sextuple champion de France Élités
- . Médaille de bronze aux Jeux Méditerranéens
- . Médaille de bronze aux championnats d'Europe Élités
- . Médaille de bronze aux championnats d'Europe U23
- . Deux fois champion de France Juniors



LOÏC LÉONARD, CÉISTE

En quoi consiste le canoë-sprint ?

Peu médiatisé en France, le canoë-sprint est une discipline olympique depuis 1936 ! Il s'agit tout simplement d'une course en ligne de type "sprint" en eau calme et sur plusieurs distances (200 m, 500 m ou 1 000 m pour les hommes), en canoë monoplace, biplace ou à quatre. Personnellement, je pratique le monoplace et le biplace sur toutes les distances. Mais mon objectif, c'est d'être médaillé aux Jeux Olympiques de Paris 2024 sur l'épreuve du C2 500 mètres.

Comment avez-vous découvert ce sport ?

J'ai grandi à Saint-Laurent-Blangy, j'ai découvert le canoë à dix ans dans le club de la ville. J'aimais beaucoup me retrouver sur l'eau avec les copains ! Je me suis pris au jeu rapidement.

Et la compétition ?

Elle est venue naturellement. Le club de Saint-Laurent-Blangy est le premier club français en termes de résultats, c'est un club de compétiteurs. J'avais de bons résultats chez les benjamins mais je me suis surtout révélé chez les cadets. J'ai intégré l'équipe de France en 2015, depuis je ne l'ai jamais quittée.

Votre plus belle victoire ?

La médaille de bronze en coupe du monde en 2019 avec Adrien Bart.

Comment préparez-vous les Jeux Olympiques ?

C'est un entraînement quotidien et un nombre important de stages à l'étranger. 70 à 80 % de ma préparation ne se déroule pas dans la région. Je m'entraîne, par exemple, beaucoup en Guadeloupe pendant les mois d'hiver.

Vivez-vous de votre sport ?

Non, je travaille en parallèle dans une entreprise privée mais j'ai un statut de sportif de haut niveau donc je bénéficie d'aménagements. Le plus dur dans notre quotidien, c'est la gestion de l'agenda !

Les Jeux Olympiques de Paris auront-ils une saveur particulière ?

Forcément ! Pouvoir partager cette expérience avec mes proches, ça serait formidable. Les épreuves se dérouleront au Stade Nautique de Vaires-sur-Marne, le complexe qui accueille le pôle France. C'est donc un bassin que je connais bien. J'espère que cela démultipliera mes chances de décrocher une médaille ! ●

Club : Association Saint-Laurent
Canoë-kayak Grand Arras
Âge : 27 ans
Lieu de naissance : Saint-Laurent-Blangy

PALMARÈS

- . Multiple champion de France
- . Médaillé de bronze en coupe du Monde
- . Finaliste Mondial
- . Finaliste Européen
- . Remplaçant olympique de Tokyo

DES COMPÉTITEURS ENGAGÉS POUR LEUR TERRITOIRE

Djamili Aboudou et Loïc Léonard partagent deux points communs : la persévérance et une éternelle reconnaissance aux villes qui les ont vus grandir humainement et sportivement. Deux valeurs qui ont séduit les deux bailleurs sociaux. À la question : pourquoi ont-ils choisi de soutenir ces sportifs-là spécifiquement, Sia Habitat et la SIGH nous ont donné la même réponse : pour leur opiniâtreté et leur engagement pour le territoire ! Djamili Aboudou s'engage déjà à Coudekerque auprès des jeunes des quartiers prioritaires, il entend bien poursuivre après sa retraite sportive. SIGH et Loïc Léonard prévoient des actions communes pour que le sportif puisse venir échanger avec les collaborateurs et les locataires.

CULTURE ÉCO

Page 56. Nos experts vous répondent
Crédit immobilier : à chaque projet sa solution



CULTURE BANQUE

Page 60. Le contrat d'utilité
La transformation de la société se joue aussi au niveau local

Page 64. Un collaborateur, un métier
Rencontre avec François Delmotte, chargé d'affaires à la Banque de l'Orme Nord-Ouest.



Page 66. En coulisse
Votre projet de rénovation énergétique clés en main, avec Cozynergy

CULTURE SOCIÉTAIRES

Page 58. Portrait croisé

Vincent Hulot,

membre du directoire de la société du canal Seine-Nord et administrateur de la SLE Valois-Sud-Oise et

Baptiste Pluym,

directeur de l'agence de Senlis, se prêtent au jeu du portrait croisé pour présenter leur engagement local.





LA CHRONIQUE ÉCO DE PHILIPPE WAECHTER*

Directeur de la recherche économique, Ostrum Asset Management, filiale du Groupe BPCE

La BCE et le changement climatique

La Banque Centrale Européenne a ajouté le changement climatique à son devoir de surveillance. Sensible à la question du climat, elle veut trouver les moyens, via la politique monétaire, de peser sur les comportements pour converger vers la neutralité carbone. Ce choix est difficile car il se heurte très vite à la complexité combinée du changement climatique et de la convergence vers la neutralité carbone. Ces deux éléments modifient en profondeur le cadre habituel de la banque centrale.

L'objectif d'inflation et la neutralité carbone

L'objectif principal de la BCE est la stabilité des prix. Aux déterminants habituels de la politique monétaire, il faudra désormais intégrer la trajectoire suivie par l'économie conditionnellement à la convergence vers la neutralité carbone. Cela limite les marges de manœuvre des autorités monétaires. En outre, c'est potentiellement une source de volatilité, il y aura un écart entre la trajectoire menant à la neutralité carbone et la trajectoire effectivement suivie par l'économie. Actuellement, l'objectif de l'Accord de Paris est de 1,5°C au-dessus de la moyenne préindustrielle à la fin du siècle mais au regard des engagements pris par les gouvernements dans le cadre de la COP 27, la température devrait tendre vers 2,7°C.

La stabilité financière au cœur des actions de la BCE

L'autre dimension de la banque centrale est la stabilité financière. Elle sera conditionnée par les engagements de tous à mettre en œuvre les mesures nécessaires à la neutralité carbone. Les titres

émis par les entreprises et les États devront respecter ces engagements. Il faut éviter ce que la Banque des Règlements Internationaux appelle le "Green Swan", en référence à ces événements non anticipables et systémiques qui perturbent les marchés financiers. La BRI pense que ce Green Swan peut être davantage déstabilisant en raison de son impact financier, mais aussi parce les événements climatiques ont des conséquences physiques réelles (montée des océans, dômes de chaleur ou feux de grande ampleur) qui pénalisent l'économie dans la durée.

L'action de la BCE

La BCE veut d'abord décarboner son bilan. Celui-ci a augmenté de façon spectaculaire depuis la crise financière. Il porte des actifs d'États, d'agences, des obligations sécurisées et des titres émis par les entreprises. Dans un premier temps, elle s'est concentrée sur les titres d'entreprises avec l'objectif de réduire l'empreinte carbone de ceux-ci. Les premiers résultats sont encourageants. L'empreinte carbone du portefeuille de la BCE évolue nettement moins vite que la taille de celui-ci. La Banque fait aussi attention à sélectionner les entreprises qui prennent les engagements les plus rigoureux pour le climat.

Ce qui reste à faire

Il faut maintenant faire face à trois défis outre celui de l'inflation :

- Élargir le spectre des actifs aux États, aux agences et aux obligations sécurisés dans le processus ;
- Définir la forme de la décarbonation lorsque la taille du bilan se réduit. Elle ne peut pas racheter directement des actifs avec les revenus de son portefeuille car elle ne les réinvestira plus ;
- Intervenir directement sur les titres pris en pensions et associer une prime ou un coût aux entreprises ne jouant par le jeu de la transition énergétique. Cela se fera dans un second temps (2026).

La BCE dispose d'un levier considérable pour accélérer la convergence vers la neutralité carbone. Elle veut l'utiliser et l'on ne peut que s'en réjouir. ●

*Cet article a été rédigé le 10 mai 2023

Crédit immobilier : à chaque projet sa solution

Résidence principale ou secondaire, investissement locatif, travaux, investissement... de nombreuses solutions de financement existent pour faciliter les achats ou la rénovation de biens immobiliers.

Crédit immobilier Primo, la solution de crédit qui s'adapte à votre situation

Primo propose des solutions simples et claires :

- un remboursement modulable : vous pouvez adapter chaque année vos mensualités en cours de crédit en fonction de l'évolution de votre situation ;
- le taux est fixe et garanti pendant toute la durée du crédit ;
- vous pouvez souscrire des assurances pour sécuriser votre projet.

Un prêt réglementé, comment ça marche ?

Vous souhaitez acheter votre résidence principale ou réaliser des travaux dans votre logement ? Il existe différents types de prêts réglementés, encadrés par l'État, pour financer à moindre coût et en toute sécurité une partie de votre projet à des conditions privilégiées. Prêt à taux zéro, éco-prêt à taux zéro, prêt à l'accession sociale... Chacun d'entre eux propose des solutions de financement spécifiques. Ces prêts sont des crédits immobiliers plus avantageux que les prêts classiques, accordés sous conditions par les banques qui ont passé un accord avec l'État.

Le prêt à taux zéro*

pour le financement de votre résidence principale, présente plusieurs avantages :

- emprunter sans aucun intérêt et sans frais de dossier ;
- financer jusqu'à 40 % de l'achat de votre future résidence principale ;
- rembourser sur 20 ou 25 ans ;
- cumuler avec avec d'autres prêts comme l'éco-prêt à taux zéro.

L'éco-prêt à taux zéro*

permet de financer des travaux de rénovation énergétique d'un logement dont vous êtes propriétaire. Ses atouts principaux ? Son taux d'intérêt est nul et il permet de couvrir vos travaux pour un montant compris entre 7 000 et 30 000€ selon la nature des travaux financés.

Il est de plus cumulable avec le crédit d'impôt destiné à la transition énergétique.

Le prêt à l'accession sociale, ou PAS*

a pour but de favoriser l'accès à la propriété pour les revenus modestes en offrant un taux d'intérêt avantageux. Ce type de prêt vous concerne si vous souhaitez acquérir une résidence principale pour vous et votre famille. Il peut aussi contribuer à financer les travaux dans votre logement pour un montant minimum de 4 000€.

En plus du maintien des aides au logement, le PAS présente d'autres points forts :

- il peut couvrir jusqu'à 100 % de coût total de l'opération ;
- il a un taux d'intérêt plus intéressant que celui du marché ;
- les frais de dossier sont limités à 500€.

Crédit relais : acheter son nouveau bien avant de vendre l'ancien

Le prêt relais immobilier peut vous permettre de concrétiser rapidement votre nouveau projet immobilier en achetant un nouvel appartement ou une

* Sous réserve d'acceptation de votre dossier de crédit immobilier (pour l'acquisition d'une résidence principale ou secondaire, le financement de parts de société civile d'attribution, un financement locatif) par la Caisse d'Épargne Hauts de France, prêteur. L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de dix jours avant d'accepter l'offre de crédit. La réalisation de la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur doit rembourser les sommes versées.





nouvelle maison sans attendre d'avoir vendu votre bien actuel. D'une durée maximum de deux ans, le crédit relais est une avance accordée par la banque sur une partie du produit de la vente de votre logement actuel. Avec cette solution de prêt d'achat revente, vous pouvez acheter immédiatement le nouveau bien convoité tout en prenant le temps de vendre celui que vous occupez.

C'est avec cette vente que vous pourrez rembourser le crédit relais. Aussi il est important de pouvoir vendre dans les meilleurs délais en déterminant un prix de vente en fonction des prix pratiqués sur le marché immobilier.

Investissement locatif : investir en fonction de vos objectifs

La Caisse d'Épargne Hauts de France vous accompagne dans votre projet d'investissement locatif en fonction des priorités qui sont les vôtres : réduire le montant de votre impôt, vous assurer une rente locative, dégager une plus-value à la revente, loger un membre de votre famille, préparer votre retraite. Nos nombreuses solutions de crédit vous permettent de réaliser votre projet en fonction de vos moyens. ●

LE BRS : ACQUÉRIR UNIQUEMENT LE BÂTI

Le bail réel solidaire est un dispositif gouvernemental qui vise à faciliter l'acquisition immobilière dans des zones tendues, pour des acheteurs qui répondent à certains critères d'éligibilité. Le principe est simple : les acheteurs acquièrent le bâti, tandis que le foncier est acheté par un Organisme foncier solidaire. De fait, le prix de vente des biens est diminué de 20 à 40 % selon les cas. Les acheteurs remboursent leur crédit immobilier de manière classique et versent une redevance correspondant au droit d'occupation du terrain d'un euro par mètre carré habitable par mois. Pour un appartement de 65 m², la redevance sera donc de 65 € par mois.

Outre le prix du bien, le bail réel solidaire offre plusieurs avantages financiers et des garanties nombreuses comme une TVA réduite à 5,5 %, un abattement sur la taxe foncière, des frais de notaire réduits et des aides à l'accès à la propriété. Il évite par ailleurs la spéculation sur les biens puisque les propriétaires ne peuvent vendre leur bien qu'à des acquéreurs répondant aux mêmes conditions de revenus.



VINCENT HULOT,
membre du directoire de la société
du canal Seine-Nord

PORTRAIT CROISÉ

Être disponible pour la vie locale de son territoire

Vincent Hulot, membre du directoire de la société du canal Seine-Nord et administrateur de la Société locale d'épargne Valois-Sud-Oise et Baptiste Pluym, directeur de l'agence de Senlis, se prêtent au jeu du portrait croisé pour présenter leur engagement local.

Qui êtes-vous ?

Vincent Hulot : Je suis membre du directoire de la société du Canal Seine Nord Europe, la nouvelle liaison fluviale de 107 km qui reliera en 2030 le bassin de la Seine à celui du Nord-Pas-de-Calais et Benelux, une fabuleuse opportunité pour notre région. Depuis 2020, je suis administrateur de la SLE Valois-Sud-Oise.

Baptiste Pluym : Je suis le nouveau directeur de l'agence de Senlis. Voilà treize ans que j'ai découvert le monde bancaire et l'univers de la Caisse d'Épargne Hauts de France.

Quel est votre engagement au quotidien ?

VH : Je participe au conseil d'administration et à la vie locale du territoire de l'Oise sur lequel je vis depuis plus de 30 ans.

BP : Mon métier est d'être présent localement pour tous nos clients, nos sociétaires, avec au cœur de mes engagements : la satisfaction.

Pourquoi être devenu sociétaire ?

VH : Je suis sociétaire de la Caisse d'Épargne Hauts de France depuis toujours, je suis curieux de voir au-delà de la relation client-banquier et comment celle-ci fonctionne et s'inscrit dans le territoire. Ce qui m'intéresse particulièrement, c'est l'engagement local avec le dispositif de subventions en soutien aux projets locaux.

BP : Pour convaincre, il faut être soi-même convaincu. C'est pourquoi je suis bien sûr également sociétaire : au-delà de mon attachement à l'entreprise, je partage ses valeurs et son éthique.

Comment envisagez-vous l'évolution des liens entre sociétaires et agence ?

VH : Face à la montée des banques en ligne, la proximité et l'accessibilité sont importantes. Il faut intéresser les sociétaires au monde bancaire : il est bien d'avoir la vision de plusieurs agences en contact avec le public.

BP : Je suis d'accord, c'est primordial ! Mais cette proximité et cette disponibilité s'adressent à tous. C'est pourquoi il faut communiquer davantage sur les événements mis en place, comme l'assemblée générale annuelle, le Café des Sociétaires – moment convivial entre sociétaires et agence – ou les "Sports Agences" ouverts à tous les clients.

Quels sont les projets déjà déployés sur le territoire ?

BP : Les valeurs, c'est bien, les actions concrètes, c'est mieux ! À travers le sociétariat et le mécénat, nous intervenons localement pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté. Cela passe par l'insertion par l'emploi, la santé et le bien-être, l'éducation et la culture. C'est le cas du parcours confiance qui octroie des microcrédits ou le pôle Finances et Pédagogie qui sensibilise au monde bancaire.

VH : Je retiens aussi les webinaires intéressants proposés sur l'économie et la cybersécurité.

Et demain ?

VH : J'aimerais plus de projets qui permettraient aux jeunes de tous milieux de réaliser des projets et initiatives locales sans forcément en avoir les moyens. Ceci passe par le biais du financement et aussi par une pédagogie autour des aides aux entreprises. Les jeunes, il faut aller les chercher.

BP : Il faut développer les actions mises en place aujourd'hui et les communiquer à un public plus large. L'ambition de la Caisse d'Épargne, c'est de l'engagement plus sport, plus solidaire et plus "green". ●



BAPTISTE PLUYM,
directeur de l'agence Caisse d'Épargne de Senlis

LE CONTRAT D'UTILITÉ

La transformation de la société se joue aussi au niveau local

Les multiples défis sociétaux actuels rendent la mobilisation des acteurs de proximité particulièrement essentielle. La Caisse d'Épargne Hauts de France, banque coopérative régionale, renforce donc son engagement pour le développement et la transformation des territoires au bénéfice de celles et ceux qui y vivent. Elle déploie aujourd'hui des actes concrets qui se conjuguent au présent et au futur et sont inscrits dans son Contrat d'utilité. Puisque vous êtes des clients sociétaires de notre banque, nous tenons à vous exposer celui-ci et les engagements qui en découlent.

Environnementaux, économiques, sociaux... nous faisons face aujourd'hui à des défis sans précédent. Pour les relever et pour construire ensemble un avenir meilleur, nous, Caisse d'Épargne Hauts de France, sommes persuadés que le chemin le plus court est le plus efficace.

Nous pensons que c'est en décidant et en agissant localement, au plus proche de vous, que nous serons les plus utiles pour transformer la société.

Nous sommes une banque 100 % coopérative

Ce sont les 350 représentants de nos 400 000 clients sociétaires qui décident des orientations que doit prendre l'argent qui nous est confié. Ce modèle coopératif nous permet d'agir dans l'intérêt général en adoptant une vision à long terme.

Parce que nous sommes une banque-assurance coopérative, nous n'avons pas d'autres intérêts à servir que les vôtres.

Nous sommes une banque 100 % régionale

Parce que nous sommes une banque régionale, nous prenons les décisions au niveau local, en circuit court, pour un impact au cœur des territoires.

Nous réinvestissons votre épargne là où vous vivez : l'argent que vous nous confiez vous profite doublement. Il sert à financer vos projets mais aussi les entreprises, les énergies renouvelables, les écoles, les hôpitaux, les associations, la culture, les collectivités et le logement social au plus près de chez vous.

100 % utiles au développement économique, social et environnemental des territoires

C'est notre mission depuis plus de 200 ans, et, aujourd'hui, pour accélérer ces transitions, nous nous engageons en déployant le Contrat d'utilité, des actes concrets qui se conjuguent au présent et au futur. Afin d'être, pour vous et votre avenir, plus utiles que jamais. ●

EN SAVOIR +





NOTRE CONTRAT D'UTILITÉ

Par des actes engageants, conjugués au présent et au futur,

NOUS SOMMES 100% UTILES AUX AVANCÉES SOCIALES

1. Nous permettons au plus grand nombre de se loger dans notre région. Nous avons accompagné plus de 20 000 projets immobiliers en 2022, soit un projet des Hauts-de-France sur quatre. Nos trois bailleurs sociaux logent 230 000 personnes.

2. Nous sommes le partenaire de référence des acteurs de la santé, de la solidarité et du service public. De la filière santé avec plus d'1 milliard d'euros de prêts accordés. De l'économie sociale et solidaire, par l'accompagnement de plus de 1500 coopératives, mutuelles, associations et fondations. Du secteur public local, avec 400 millions d'euros de prêts accordés.

3. Nous favorisons l'accès à la culture, au sport-santé et à l'insertion par l'emploi et le logement. En 2022, nous avons consacré, au travers notamment de notre fondation, 5 millions d'euros au profit d'actions solidaires de mécénat et partenariats sur toute la région. Nous œuvrons chaque année pour rendre les territoires plus inclusifs et solidaires en tant que 1^{re} banque des personnes protégées et 1^{re} banque du micro-crédit personnel.

4. Nous partageons avec nos clients sociétaires et nos 3 000 collaborateurs ce contrat d'utilité sociale. Nous appartenons à nos clients sociétaires, représentés par 350 administrateurs sur les territoires des Hauts-de-France. Avec eux, nous formons une communauté de valeurs engagée pour vous être utile, ici, tous les jours.

100% DE NOS DÉCISIONS SONT PRISES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE, AU BÉNÉFICE DE SES TERRITOIRES ET DE SES HABITANTS.

Notre certification **B Corp** est la reconnaissance de notre impact en faveur de la société et de l'environnement sur notre territoire.

CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE



Entreprise



Certifiée

Sources internes.

Caisses d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L512-95 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directeur et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social : 512 rue de la Chaudière - 59800 Lille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - NF TVA intracommunautaire FR34383000682 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 006 031 - Titulaire de la carte professionnelle n° Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs n° CPI 001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - garantie financière - CEGC, 16 rue Hoëly, Tour Kojack B - TSA 39669 92919 La Défense Cedex - ALTMANN - PADREAU - Crédit photo : Pictipictura

NOTRE CONTRAT D'UTILITÉ

Par des actes engageants, conjugués au présent et au futur,

NOUS SOMMES 100% UTILES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.

1. Nous sommes une entreprise locale, performante, engagée dans le développement et la vitalité de sa région. Avec plus de 3 000 salariés, nous sommes le 7^e employeur privé des Hauts-de-France et chaque année nous recrutons près de 400 collaborateurs, en CDI et en alternance.
2. L'épargne que vous nous confiez finance les projets locaux qui améliorent votre quotidien. En 2022, nous avons accordé 9 milliards d'euros de nouveaux crédits : la moitié consacrée au financement des projets des familles, l'autre moitié au financement des entreprises.
3. Nous sommes banquier et assureur, partenaire des projets et de la réussite de nos clients. La seule banque du territoire qui accompagne tous les secteurs économiques, présente aux côtés de nos 1100 000 clients particuliers et nos 45 000 clients entreprises. Nous favorisons les démarches d'innovation dans l'industrie, la technologie et les services.
4. Nous sommes également un investisseur régional, et à ce titre, acteur majeur de la transition et de l'emploi. 500 millions d'euros investis dans des projets immobiliers et dans des PME régionales qui participent au dynamisme de la région. 400 millions d'euros investis chaque année par nos bailleurs sociaux, dans la construction et la rénovation du parc immobilier social, qui se traduisent par la création ou le maintien de près de 6 400 emplois locaux dans le secteur du bâtiment.

100% DE NOS DÉCISIONS SONT PRISES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE, AU BÉNÉFICE DE SES TERRITOIRES ET DE SES HABITANTS.

Notre certification **B Corp** est la reconnaissance de notre impact en faveur de la société et de l'environnement sur notre territoire.

CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE



Entreprise
B
Certifiée

Sources internes.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L512-86 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directeur et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social : 1512, rue de la Claude Rivière - 59800 Lille - 893 000 692 BCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR34383000682 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 308 03 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immobilier et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CPI 8001 2016 000 009 237 délivrée par le CCI Grand Lille - garantie financière : CERD, 16 rue Hoche, Tour Kooka B - TSA 39699 92919 La Défense Cedex. ALTMANN - FACREAU - Créditphoto : JUNGLE - Château-Thierry (02).

NOTRE CONTRAT D'UTILITÉ

Par des actes engageants, conjugués au présent et au futur,

NOUS SOMMES 100% UTILES À LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

1. Nous permettons à nos clients d'investir dans une épargne responsable. Votre épargne – livrets, fonds d'investissements – investie dans des solutions d'épargne responsables et durables représente plus de 15 milliards d'euros de placements.
2. Nous sommes partenaires de nos clients particuliers, entreprises et collectivités dans leur transition énergétique et environnementale. Nous nous inscrivons systématiquement dans une démarche de conseil pour aider nos clients. Nous finançons leur transition et leur proposons des prêts à impact et des prêts verts qui favorisent les projets vertueux. Nous avons, avec les autres Caisses d'Épargne régionales, créé un fonds de dette de 1,5 milliards d'euros pour des projets d'énergies renouvelables de grande ampleur.
3. Nous sommes engagés dans la réduction de notre propre empreinte environnementale. Nous investissons dans la rénovation de nos agences, à hauteur de 20 millions d'euros chaque année, et notre nouveau siège lillois – l'immeuble SHAKE – est pensé et conçu au regard des normes les plus exigeantes (Breeam Excellent). Nous sommes un acteur de premier plan de la rénovation énergétique de nos logements sociaux avec plus de 4 000 logements F et G rénovés d'ici 2028. Nous agissons pour optimiser les déplacements de nos collaborateurs, notamment en favorisant le télétravail. En 2022, cette pratique a permis une économie de déplacements de près de 3 000 000 de kilomètres, soit plus de 70 tours du monde.

100% DE NOS DÉCISIONS SONT PRISES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE, AU BÉNÉFICE DE SES TERRITOIRES ET DE SES HABITANTS.

Notre certification **B Corp** est la reconnaissance de notre impact en faveur de la société et de l'environnement sur notre territoire.

CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE



Entreprise



Certifiée

Sources internes.

Caisses d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L512-36 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social: 612 rue de la Chaudière - 59800 Lille - 389 000 802 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR34383000682 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle - Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs - n° CP: 8001 2016 000 009 207 délivré par la CCI Grand Lille - parent financier: CEGC, 16 rue Heche, Tour Kupka B - TSA 39999 92919 La Défense Cedex, ALTMANN - PACREAU - Crédit photo: Léchelles 162 - © Samuel Dhote



UN COLLABORATEUR, UN MÉTIER

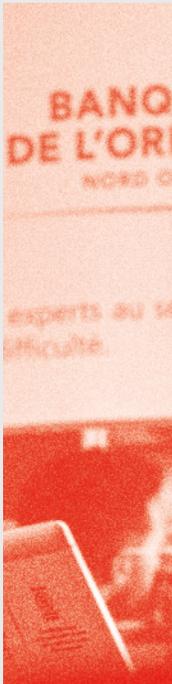
François Delmotte : au chevet des entreprises en difficulté

Accompagner des entreprises en difficulté en mettant en œuvre des solutions pour leur permettre de poursuivre leur activité, tel est le métier de François Delmotte, chargé d'affaires à la Banque de l'Orme Nord-Ouest.

Il est passionné et fier. Fier de se sentir utile et de faire partie d'une banque qui ne tourne pas le dos aux entrepreneurs en difficulté. Mieux, qui fait tout son possible pour leur remettre le pied à l'étrier. François Delmotte a rejoint la Banque de l'Orme Nord-Ouest quelques semaines après son lancement à l'été 2019. La Caisse d'Épargne Hauts de France était alors la deuxième en France - après la région Rhône-Alpes - à développer cette entité dédiée exclusivement aux entreprises faisant l'objet d'une procédure collective (redressement judiciaire, sauvegarde, administration provisoire, plan de continuation, liquidation judiciaire avec poursuite d'activité). « *J'ai toujours aimé trouver des solutions aux problèmes qui paraissent compliqués* », explique-t-il. François Delmotte a débuté sa carrière au sein de la Caisse d'Épargne dans le recouvrement amiable particulier et professionnel, puis a œuvré plusieurs années au service contentieux avant de rejoindre la Banque de l'Orme Nord-Ouest.

Trouver des solutions

Aujourd'hui, il met son expertise et son savoir-faire au service des professionnels et des entreprises de toutes tailles en proie à des difficultés financières.





« La porte d'entrée est généralement l'ouverture d'un compte. Lorsqu'une société est placée en redressement judiciaire, la première action que lui demande l'administrateur judiciaire, c'est d'ouvrir un compte pour distinguer les opérations postérieures au redressement. Dans les faits, cela peut s'avérer long et complexe. L'entreprise est alors privée de moyens de paiement pendant plusieurs jours, à un moment où elle n'a nul besoin d'être fragilisée. Sans compte bancaire, elle ne peut, par exemple, pas payer le salaire de ses collaborateurs souvent déjà inquiets de la situation. À la Banque de l'Orme, nous pouvons en ouvrir un en 48 h et avons tout un panel d'outils dédiés. Nous avons développé, par exemple, une plateforme qui permet la double validation des flux (gérant et administrateur judiciaire). Avant, tout était manuel..., poursuit-il. L'image de la Caisse d'Épargne est aussi très rassurante. Les RIB ne sont pas logotypés par une banque judiciaire. Dans la poursuite des affaires, c'est un détail qui n'en est pas un ! »

Agilité et proximité

L'équipe de la Banque de l'Orme est entièrement composée d'experts. « Nous avons développé des compétences techniques et juridiques très spécifiques. Les chargés d'affaires "classiques" ne peuvent pas répondre à la plupart des questions posées par nos clients. Notre disponibilité et notre proximité les rassurent beaucoup », explique François. Le chargé d'affaires de la Banque de

l'Orme Nord-Ouest gère actuellement 160 clients. Certains viennent d'être placés en redressement, d'autres suivent un plan de continuation. « C'est très gratifiant de voir une entreprise rebondir. Une fois qu'elle peut poursuivre son activité, nous continuons de l'accompagner dans ses projets. Le fait d'avoir développé cette relation devient alors un véritable atout. Nous connaissons ses forces, ses faiblesses, ses projets et pouvons personnaliser très finement nos services et financements. » Pour François, la Banque de l'Orme est aussi une solution différenciante pour la Caisse d'Épargne Hauts de France – seule banque régionale à proposer cet accompagnement. « Aider les entrepreneurs donne beaucoup de sens à notre métier. » ●

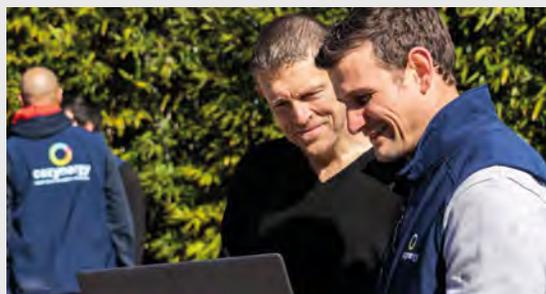
LA BANQUE DE L'ORME NORD-OUEST

Lancée en 2019 par la Caisse d'Épargne Hauts de France, la Banque de l'Orme Nord-Ouest poursuit son développement. Elle a étendu son périmètre d'action vers la Normandie, en lien avec la Caisse d'Épargne Normandie. Ensemble, elles comptent près de 400 clients.

Votre projet de rénovation énergétique clés en main, avec Cozynergy

Avec notre partenaire Cozynergy, confiez vos travaux de rénovation énergétique à un spécialiste qui s'occupe de tout pour vous.

La Caisse d'Épargne Hauts de France et son partenaire Cozynergy s'associent pour faciliter la rénovation énergétique de votre logement en prenant en charge toutes les étapes de votre projet. Une équipe d'experts se charge de tout pour vous : diagnostic énergétique, recherche de subventions, tâches administratives, identification, estimation budgétaire, réalisation et suivi des travaux par un installateur certifié RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).



Un diagnostic gratuit : vous bénéficiez de toutes les informations avant de vous décider.

- **Étude technique :** bilan thermique, économies d'énergie possibles, recommandation des travaux à effectuer (isolation, fenêtres et volets, chauffage et ventilation).
- **Étude financière :** estimation des économies d'énergie, calcul des aides et subventions éventuelles, coût global des travaux.
- **Remise du devis** avec déduction des aides et subventions éventuelles.

Un interlocuteur unique : vous gagnez du temps et de la tranquillité.

- Recherche de subventions et planification des travaux avec votre responsable travaux Cozynergy.
- Sélection d'un installateur RGE agréé pour vous.
- Suivi des travaux jusqu'à la fin du chantier.

Une certification et des garanties : profitez de votre maison rénovée en toute sérénité.

- Certification RGE Certibat.
- Contrôles post installation.
- Garanties légales et décennales.
- Maintenance éventuelle du matériel installé.

Comment ça marche ?

- Vous effectuez une simulation sur le site de notre partenaire Cozynergy.
- Cozynergy vous rappelle et planifie un rendez-vous pour effectuer un diagnostic gratuit.
- Cozynergy élabore un devis et un plan de financement intégrant les éventuelles subventions.
- Un installateur RGE agréé réalise les travaux, suivis par Cozynergy.

Cozynergy est la solution idéale pour se simplifier la vie, réaliser des économies immédiates, gagner en confort... tout en faisant du bien à l'environnement ! Parlez-en à votre conseiller Caisse d'Épargne Hauts de France. Il vous orientera vers un interlocuteur ad hoc et vous présentera les solutions de financement dédiées. ●

EN SAVOIR +

Simulez votre projet sur





NE ME FAITES PAS RÉPÉTER,
SCANNEZ-MOI !



Payez avec un perroquet c'est possible !

Le paiement sans contact des enfants,
petits ou grands*



CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE



Banque & Assurances

Communication à caractère publicitaire et promotionnel, sans valeur contractuelle.

* L'utilisation d'un Money Walkie est recommandée pour les enfants à partir de 6 ans.

Caisse d'Épargne Hauts de France partenaire de Money Walkie, agissant en qualité d'indicateur d'affaires. Money Walkie est un service commercialisé par QIP, société par actions simplifiée au capital de 16 953,90 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 873 135 079 dont le siège social est situé 5 avenue du Général de Gaulle - 94160 Saint-Mandé, et agissant en qualité de Distributeur de Trezor, société par actions simplifiée au capital de 3 200 000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 807 465 059, dont le siège social est situé 41 rue de Prony - 75017 Paris, agissant en tant qu'établissement de Monnaie Électronique au sens de l'article L.525-1 du Code monétaire et financier et agréée par l'ACPR, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, site 4 Place de Budapest 75436 PARIS CEDEX 09, sous le numéro 16798 (fiche consultable sur www.regafi.fr)

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 612 rue de la Chauda Rivière 59800 Lille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CPI 6001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - garantie financière - CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA 39999 92919 La Défense Cedex. Communication Commerciale - Avril 2023 Crédit photo : Photo © Money Walkie.





CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE

Fiers d'être B Corp

Entreprise



Certifiée

La certification B Corp est la reconnaissance de notre impact positif sur la société et l'environnement.



**Vous être
utile, ici
tous les jours.**